

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

webmanagercenter.com

Habdomadaire n°22 du 01 Octobre 2020 - 3 Dinars



A LA UNE

Ahmed El Karm
La moitié des
jeunes tunisiens
travaillent dans
l'informel

ENTREPRISES & SECTEURS

Énergies Renouvelables
(ER)
Objectif 30%

TRE

Diaspora
Pour une nouvelle
approche

CULTURE

Prix Littéraires
COMAR D'OR
2020

Kiosque Numérique WMC *nouvelle version*



- Des magazines, des Hors-séries, des Revues, des Documents et des eBook...
- Des nouvelles publications toutes les semaines...

[Cliquez ici](#)

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Moncef Mahroug

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

Aroua Ben Zaied

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 3 Dinars

Abonnement annuel : 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER

Le mag

Hebdomadaire n°22 du 01 Octobre 2020

Il faut casser le mythe du «surdiplômé sous-qualifié»

Contrairement aux bruits qui sont véhiculés sur les réseaux sociaux et les sites experts de la désinformation, le chef du gouvernement, Hichem Mechichi, ne négociera pas avec le "bandit" d'El Kamour. En tout cas, il n'y a rien d'officiel. C'est ce qui nous a été confirmé par Sameh Meftah, responsable de la communication du chef du gouvernement.

Grandes surfaces : Chute des fréquentations de 20%

Le chiffre d'affaires des grandes surfaces commerciales a baissé de 15% depuis l'apparition de la pandémie du coronavirus en Tunisie en mars 2020, ce qui a mis en difficulté le secteur, a affirmé, vendredi, à l'agence TAP, le président de la chambre syndicale des grandes surfaces, Hédi Baccour.

Diaspora : Pour une nouvelle approche

Dans le cadre des travaux de la 38ème Conférence annuelle des chefs de missions diplomatiques permanentes et consulaires, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, a fait une intervention sur le thème «Vers une nouvelle approche pour entourer la diaspora tunisienne».

ENTREPRISES & SECTEURS

BOURSE

TRE

Ahmed El Karm: La moitié des jeunes tunisiens travaillent dans l'informel

La moitié (50%) des jeunes tunisiens travaillent dans le secteur parallèle. Ceci représente une valeur de près de 16,5 milliards de dinars en Tunisie. *Une enveloppe pareille n'est pas disponible dans nos banques, ni au sein de notre réseau postal. Elle est dépensée en dehors de la sphère économique organisée...

Tourisme : Une nouvelle zone touristique à Zaghouan

Une zone touristique d'une superficie de huit hectares sera créée à Zaghouan, à proximité du temple des eaux, a annoncé dimanche, le commissaire régional au tourisme à Tunis-sud et à Zaghouan, Salah Kacem.

Vient de paraître : Nouvelle revue littéraire, «Rouaâ El Adab»

Au moment où la presse écrite, toutes disciplines confondues, se désertifie... une éditrice ayant une forte propension au risque, en l'occurrence Zeineb El Aouni, directrice de la maison d'édition "Dar Rouaâ Li Nachr" vient de lancer une revue littéraire, d'excellente facture, en langue arabe « Rouaa El Adab » (visions littéraires ou visions de littérature ».

START UP

CULTURE

LIVRES



Les marchés publics

Les marchés publics représentent 17% du PIB, soit 17 milliards de dinars et 40% du budget de l'Etat. Des milliards d'euros sont mis à la disposition de l'Etat tunisien par des bailleurs de fonds et des organismes financiers internationaux et sont suspendus, dont certains sont des dons.

Ces montants faramineux, bloqués par une machine administrative paralysée et paralysante et par le diktat de députés et de partis politiques inquisiteurs et non législateurs, ne sont pas la pire des choses dont souffre la Tunisie.

Depuis 2011, nous assistons à une invasion sans précédent des entreprises étrangères qui s'appuient sur des lobbys locaux pour arracher les marchés publics nationaux en manipulant des fois les cahiers des charges en vue d'écarter les locaux.

“ **De 3% en 2012, les internationaux ont atteint la part des 33% des grands projets en 2014. C'est dire**

De 3% en 2012, les internationaux ont atteint la part des 33% des grands projets en 2014. C'est dire. Des exemples plus qu'édifiants sont ceux de l'académie de police d'Enfidha attribuée à des Turcs, et la station de dessalement de Sfax prise par Orascom.

Le plus triste est que les bailleurs de fonds ne se soucient plus de la posture des officiels nationaux, ils imposent leurs choix et leurs critères face à des cadres administratifs timorés et incompetents et à l'absence d'une réelle volonté politique pour sauvegarder le tissu économique national, entreprises et emplois.

Les entreprises tunisiennes sont complètement ignorées. Par exemple, elles n'ont pas été consultées sur le projet initié par le promoteur qatari «Majida Holding » à Gammarth, estimé à plus de 300 millions de dollars et qui a été « offert » à des Turcs.

Le projet est pourtant dans les cordes des promoteurs tunisiens, grands spécialistes des projets touristiques et commerciaux.

1,7 milliard de dinars



Le secrétaire général du Syndicat de base de l'Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP), Kais Bejaoui, indique que les impayés des entreprises publiques, notamment la STEG et la STIR, envers l'ETAP ont dépassé les 1,7 milliard de dinars.

Mais depuis quelques années, les Turcs agissent en Tunisie en pays conquis et soumis. Ils prennent ce qu'ils veulent, là où ils veulent en l'absence d'un Etat soucieux de ses intérêts et ceux des acteurs économiques.

“ **Conséquences**
: des
entreprises

tunisiennes, jadis les fleurons du secteur de l'immobilier et du BTP, sont aujourd'hui au bord de la faillite

Conséquences : des entreprises tunisiennes, jadis les fleurons du secteur de l'immobilier et du BTP, sont aujourd'hui au bord de la faillite. Nous pouvons citer à ce propos les milliers d'emplois perdus et une haute expertise technique de disparue.

Absence de coordination et incohérence des acheteurs publics et numérisation en berne

En l'absence d'une politique cohérente des achats publics dans la haute administration et d'un manque de coordination manifeste, chaque acheteur public

agit à sa guise ou se soumet aux pressions de politiques, soutenant tel ou tel acteur économique aux dépens de l'intérêt public.

Nous avons assisté à des présidents de grandes entreprises imposer le choix de tel ou tel ministre au président de la République ou au chef de gouvernement parce qu'il a financé des campagnes électorales et est le mieux habilité à servir leurs intérêts.

Résultat des courses : la Tunisie vit sa pire époque en matière de népotisme et de clientélisme !

D'autres défaillances de l'administration publique sont à citer, tels les délais impartis entre l'élaboration du projet et le démarrage de sa mise en œuvre qui est de plus de 8 ans, ce qui est inconcevable. Conjugué au temps d'attente pour l'obtention des financements qui s'étale sur 2 à 4 ans, la tâche devient risquée au vu de l'évolution des prix et du changement des contextes sans oublier les milliards de dollars ou d'euros qui sont en attente ou en suspens.

Lorsqu'on s'adresse aux acteurs concernés par les marchés publics dans le privé et dans le public, on parle de dématérialisation des procédures comme moyen de mettre un terme au dévoiement de ces marchés.

Aujourd'hui l'Etat tunisien ne peut plus se permettre des défaillances au niveau du système TUNEPS tels les problèmes d'interconnexion des réseaux d'information : Tuneps - Adab - Injez, ou le blocage de l'application de la digitalisation des bons de commandes.

“ les délais impartis entre l'élaboration du projet et le démarrage de sa mise en œuvre qui est de plus de 8 ans, ce qui est inconcevable

Sauver le tissu entrepreneurial national

Entreprendre des politiques visant plus de transparence, d'efficacité et de patriotisme dans la gestion des marchés publics et des appels d'offres internationaux est aujourd'hui n'est plus une nécessité mais une question de vie ou de mort.

Ceci parce que seules les entreprises tunisiennes sont garantes de l'emploi de la main-d'œuvre nationale et de la pérennisation de l'emploi dans un contexte économique international des plus difficiles.

Aujourd'hui, sauver l'économie nationale et gagner des points de croissance dépend du courage et de la force de frappe des autorités publiques pour activer les projets en suspens et sécuriser le périmètre de ceux en cours ou à venir pour donner leurs chances aux nationaux d'y être.

Les prêts disponibles en Tunisie, à ce jour, en termes d'études et de financement sont de l'ordre de 3 milliards de dinars. Sachant que chaque million de dinars pour la réalisation d'infrastructures et de logements créé 25 emplois sur les sites et 25 autres dans le reste du secteur.

“ chaque million de dinars pour la réalisation d'infrastructures et de logements créé 25 emplois sur les sites et 25 autres dans le reste du secteur.

Des milliards d'euros de financement international seraient bloqués en raison du manque d'efficacité de l'administration dans la résolution des problèmes, en particulier fonciers et ceux d'ordre réglementaire

Plusieurs milliards d'euros de financement international seraient bloqués en raison du manque d'efficacité de l'administration dans la résolution des problèmes, en particulier fonciers et ceux d'ordre réglementaire. Ceci alors que les entreprises nationales peuvent assurer la réalisation des projets concernés de bout en bout, ce qui nous amène à appeler à ce que des bureaux d'études et des banques d'affaires nationales assurent leur suivi.

L'investissement dans les infrastructures s'élève à un milliard de dollars par an, tandis que dans des pays similaires, économiquement et au niveau de la population, tels que le Portugal et l'Équateur, il était de 10 milliards de dollars lorsqu'ils étaient au même niveau de croissance.

Mettre en place des mécanismes clairs pour donner la plus haute priorité aux entreprises nationales dans les grands projets (plus de 20 millions de dinars, par exemple) ainsi que dans les projets complexes afin d'acquérir une expertise et de faire bénéficier l'économie de la valeur ajoutée et des devises fortes, serait le meilleur moyen de donner un coup de fouet à un marché brimé et une économie en souffrance.

Amel Bel Hadj Ali

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)



Il faut casser le mythe du «surdiplômé sous-qualifié»

Contrairement aux bruits qui sont véhiculés sur les réseaux sociaux et les sites experts de la désinformation, le chef du gouvernement, Hichem Mechichi, ne négociera pas avec le “bandit” d’El Kamour. En tout cas, il n’y a rien d’officiel. C’est ce qui nous a été confirmé par Sameh Meftah, responsable de la communication du chef du gouvernement qui nous a précisé que dans les heures qui viennent, il y

aura du nouveau dans la crise d’El Kamour.

Une crise qui a fait fuir des investisseurs étrangers dans le secteur des hydrocarbures face à l’impuissance d’un Etat et d’un gouvernement encore plus populistes que les meneurs de trouble à Tataouine et lesquels, dans un autre pays, auraient été jugés pour menaces sur la sécurité économique du pays.

Dans un autre pays, mais pas dans la Tunisie « démocratique » bien sûr, ces activistes destructeurs auraient été jugés et condamnés, parce que contrairement aux lois promulguées par des députés qui raisonnent en populace ignare et limitée, le travail se mérite, ce n’est pas un droit. Il faut batailler pour avoir du travail et occuper un poste. Il en est ainsi dans toutes les démocraties du monde sauf dans celle des décideurs populistes à l’écœurement.

A Gafsa, le drame est autre ! Les jeunes sont manipulés par des lobbys au service de politiques qui ont acheté leurs sièges à l'ARP et qui font tout pour que le phosphate fabriqué dans les mines ne soit pas transporté aux centres de transformation et de raffinage. Ceci bien entendu au vu et au su des autorités publiques qui ne réagissent pas pour que les droits-hommistes payés par Soros et autres donneurs d'ordre internationaux ne les accusent pas de s'être attaquée aux libertés de manifester et de s'exprimer. Manifester oui, mais bloquer toute une industrie, c'est encore une fois une menace sérieuse sur la sécurité économique du pays.

« bloquer toute une industrie, c'est encore une fois une menace sérieuse sur la sécurité économique du pays »

On oublie qu'aux Etats-Unis, pays envahisseur de l'Irak, il y a eu Guantanamo ! Personne aux USA n'ose parler de liberté lorsque la sécurité commerciale du pays est menacée. Mais comment comparer les patriotes, les vrais qui défendent leur pays même quand il commet la pire

des atrocités avec les apprentis démocratiques qui mangent à tous les râteliers et sont payés en devises pour détruire leur pays.

La Tunisie pour la première fois importatrice de phosphate !

«La Tunisie, deuxième producteur et exportateur mondial de phosphate, avec une croissance de -21,6% au cours du deuxième trimestre, des finances publiques déficitaires..., importe cette même matière d'un autre pays qui ne compte même pas parmi ses grands producteurs ou exportateurs. Et, les médias rapportent l'information sans la moindre critique», dénonce, hors de lui, l'ancien banquier Mohamed Ali Daoues. Il continue sur sa lancée : « Quel pays de m... et quels dirigeants avons-nous qui ne sont même pas dignes pour être jetés à la poubelle comme on le fait dans certains pays ! Ils manquent d'audace et/ou de compétence pour apporter des solutions à notre quotidien sans parler de notre futur qui est de plus en plus incertain. Ils doivent avoir honte ! ».

En Tunisie, le laxisme de tous les gouvernements sont tellement choquants qu'ils nous donnent l'impression qu'ils sont complices de la destruction du tissu économique national.

Ceci sans oublier les députés qui protègent les artisans de la

contrebande dans notre pays et que les troubles de Tataouine et le blocage des centres de production pétroliers servent leurs intérêts ce qui les incite à les faire perdurer.

Quid des promesses non tenues ?

Quant aux promesses non tenues de la part de nombre de gouvernements, notamment celui de Youssef Chahed, elles ne justifient pas la paralysie de tout un secteur par des activistes qui disposent de gros moyens selon nombre de témoins. Moyens à propos desquels une enquête doit être ouverte.

Faiza Guenaoui, consultante, dénonce dans un post FB l'arnaque du siècle en Tunisie, celle des chômeurs non diplômés et des autres dont les diplômes ne valent pas grand-chose sur le marché du travail et qui refusent de travailler parce qu'ils estiment être surqualifiés. Triste héritage que celui nourri tout au long de l'ère Ben Ali des sous-qualifiés sur diplômés et qui, aujourd'hui, sont devenus une armée défendue même par le président de la République, mais surtout par des députés ignorants des enjeux socioéconomiques qu'ils viennent d'adopter une loi imposant le recrutement des chômeurs diplômés (resic) dans la fonction publique.

Un Etat sur le bord de la faillite qui n'est même pas sûr de pouvoir honorer ses engagements envers les fonctionnaires en poste dans les quatre mois à venir !

Le marché manque de 11 000 électriciens

Pour Faiza Guenaoui, il n'y a pas de chômage en Tunisie, la réalité est que : « depuis 2012, 8 000 Ivoiriens travaillent en Tunisie. La réalité est que nous avons des chantiers en arrêt parce que nous n'avons plus des techniciens. Le marché est en manque de 11 000 électriciens, un tôlier avec une ancienneté de 3 ans est payé 1 300 dinars le mois, sans parler du plombier et du soudeur. Des entreprises allemandes installées en Tunisie qui offrent un salaire minimum de 940 dinars ne trouvent pas preneurs. Il y a deux ans, ces entreprises étaient demandeuses de 6 890 postes».

C'est ça la réalité de la Tunisie et celle du chômage à quelques exceptions près ! On n'a pas vu des personnes brillantes, modestes et travailleuses subir la malédiction du chômage pendant longtemps. Nous avons vu des jeunes qui arrachent leur poste par force humilité et engagement. Ils ne se positionnent pas en victime et ne crient pas haut et fort que travailler est un droit. Ils sollicitent un emploi, subissent les questions/réponses des entretiens d'embauche et

leur stress, acceptent d'exécuter des métiers ingrats le temps de dénicher la place qu'ils méritent.

Mais parce qu'une classe politique médiocre a choisi de faire de tous les chômeurs des victimes même quand ils sont incompetents ou paresseux, le pays ne sortira pas de sitôt de la crise de chantage au travail.

“ **«Quand on vous demande si vous êtes capable de faire un travail, répondez : “ bien sûr, je peux“. Puis débrouillez-vous pour y arriver», disait Theodore Roosevelt.**

En Tunisie, une grande partie des demandeurs d'emplois veulent que le poste corresponde à leurs attentes, généralement très en dessus de ce qu'ils valent réellement, d'où la nécessité de casser le mythe des surdiplômés sous-qualifiés !

Amel Belhadj Ali

Joussour Invest

La Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC), la Bourse des Valeurs Mobilière de Tunis (BVMT) et l'Association Tunisienne des Investisseurs en Capital (ATIC), en partenariat avec le programme USAID Tunisia JOBS, lancent aujourd'hui la plateforme JoussourInvest.tn.

Joussourinvest.tn est la première plateforme en Tunisie qui jouera le rôle d'une marketplace mettant en relation des investisseurs et des PME à la recherche de financement en capital afin d'engager une restructuration financière suite à la crise du COVID-19, ou de renforcer et soutenir leur croissance.



Covid-19

Ça va s'empirer

"La situation épidémique en Tunisie va s'empirer davantage et il est possible d'enregistrer une vague dangereuse au cours des prochains jours si le citoyen ne s'en tient pas au protocole sanitaire anti-Covid-19", a souligné dimanche Rim Abdelmalek, professeur en maladies infectieuses à l'hôpital la Rabta.

Dans une déclaration à l'agence TAP, l'intervenante a expliqué que la recrudescence rapide, ces derniers jours, du nombre de décès, de contaminations, d'hos-

pitalisations et des appels au service d'aide médicale urgente (SAMU) est un signe alarmant et dangereux qui démontre un non-respect du protocole sanitaire par les citoyens.

Dans ce contexte, Pr. Rim Abdelmalek a recommandé aux Tunisiens de s'éloigner des endroits clos et encombrés pour éviter la contamination au coronavirus appelant au respect du protocole sanitaire et à l'adoption des gestes barrières comme le port du masque, la distanciation

et le lavage fréquent des mains qui réduisent énormément le risque de contamination, selon elle.

Abdelmalek a mis en garde contre l'augmentation du risque de contamination au coronavirus au cours des prochains jours qui seront marqués par la baisse des températures et du froid d'où l'importance d'élever le niveau de vigilance et de respecter les dispositions du protocole sanitaire anti-covid-19.

Entreprises



Seulement 10% des entreprises ont bénéficié des mesures prises par le gouvernement pour gérer les impacts de la crise de la pandémie de Covid-19. C'est ce qu'a indiqué l'expert Abdelkader Boudrigua dans son intervention lors d'une séance d'audition de plusieurs experts tenue mardi 22 septembre par la Commission des finances, de la planification et de développement à l'ARP, consacrée à l'examen du projet de loi sur la dynamisation de l'économie, l'intégration de l'économie parallèle et la lutte contre l'évasion fiscale.



“ **Au total, on compte 12852 porteurs actifs à la date du 25 septembre 2020.**

A cet effet, l'intervenante a souligné la nécessité de se faire vacciner contre la grippe saisonnière notamment pour les populations à risque comme les personnes âgées de plus de 60 ans et les malades chroniques étant donné qu'une éventuelle co-infection (coronavirus et grippe) peut induire à des complications sanitaires qui nécessiteraient une hospitalisation alors que les hôpitaux sont saturés et il existe un manque au niveau des lits de réanimation.

Selon le dernier bilan du ministère de la santé,

publié dimanche, 3492 tests réalisés le 25 septembre 2020, ont révélé la contamination de 786 personnes par le coronavirus (22,5%) portant le bilan à 15178 cas confirmés ce qui représente 6,9% du total des tests effectués depuis le mois de février dernier (221277).

Selon la même source, 16 décès supplémentaires ont été également enregistrés portant le bilan à 207 morts du coronavirus.

Par ailleurs, 285 malades atteints de la COVID-19 sont actuellement hospitalisés dont 74 sont admis en soins intensifs et 31 placés sous respirateurs artificiels.

Ahmed El Karm

La moitié des jeunes tunisiens travaillent dans l'informel

La moitié (50%) des jeunes tunisiens travaillent dans le secteur parallèle. Ceci représente une valeur de près de 16,5 milliards de dinars en Tunisie.

Une enveloppe pareille n'est pas disponible dans nos banques, ni au sein de notre réseau postal. Elle est dépensée en dehors de la sphère économique organisée, a déclaré le président de l'Union des banques maghrébines (UBM), Ahmed El Karm.

El Karm, qui s'exprimait, jeudi 24 septembre à l'occasion de la présentation du rapport annuel de l'UBM, a plaidé ainsi en faveur d'une "stratégie nationale" et "un plan clair" pour réussir à intégrer les filières marginalisées dans l'économie organisée. ça pourrait, d'après lui, aider à "bancaiser", les personnes exerçant dans ces activités parallèles.

Il a insisté sur l'impératif de trouver des solutions pour intégrer une partie de l'argent qui circule dans le secteur informel dans le système monétaire organisé.

“ **40% des maghrébins ne disposent pas de comptes bancaires** ”

A l'échelle maghrébine, 40% des maghrébins ne disposent pas de comptes bancaires, ce qui impose, d'après lui, la mobilisation des mécanismes pour une meilleure inclusion financière de ces franges de la population, notamment les professionnels touchés par la pandémie du coronavirus. Ils pourraient ainsi bénéficier des crédits bancaires, a-t-il dit, appelant à l'élaboration de programmes "pour renforcer les liquidités dans les banques maghrébines et tunisiennes, afin que ces dernières puissent aider les sociétés économiques sinistrées à surmonter cette crise".

Les différents acteurs du secteur bancaire sont appelés à revoir la



stratégie de partenariat public-privé, à soutenir les start-ups et à opter à la numérisation des banques, a encore recommandé El Karm.

En marge de la présentation du rapport annuel de l'UBM 2020, une série de conventions ont été signées entre l'Union et des universités de Tunisie, d'Algérie, du Maroc et de la Mauritanie.

L'objectif est de créer une dynamique dans le domaine de la recherche scientifique et les activités économiques et financières, dans le dessein de promouvoir le secteur financier et les banques du Maghreb.

Talal Bahoury



Banques maghrébines et Covid-19

Résilience et responsabilité sociale

Le secrétariat de l'Union des banques maghrébines (UBM) a présenté, jeudi 24 septembre 2020, son rapport d'activités 2019 à Tunis.

Après avoir présenté le programme de la rencontre, Mohamed Vaal El Alem, secrétaire général de l'UBM, a cédé la parole à Ahmed El Karm, président de l'Union, qui a planté le décor, et ce sous l'oreille attentive du secrétaire général

de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Taieb Baccouche. Sans oublier de nombreux invités.

Dans son intervention, Ahmed El Karm n'a pas manqué, comme il le fait à chaque occasion (il est l'un des rares responsables à le faire sur la place de Tunis), de saluer et de remercier les journalistes qui ont fait le déplacement pour couvrir cet événement. Il dira tout d'abord que l'UBM compte faire de cet événement un rendez-vous annuel.

Il a ensuite souligné qu'on ne peut pas, aujourd'hui, parler de système bancaire maghrébin sans parler de la pandémie de Covid-19 avec ses impacts financiers et socioéconomiques sur l'ensemble des pays. Dans ce cadre, le président de l'UBM indiquera d'ailleurs que les banques maghrébines ont apporté leur soutien aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers.

M. El Karm fait état de la demande des pouvoirs publics adressée

aux banques pour le financement des activités ayant des risques nouveaux. Tout ceci combiné au fait que les banques maghrébines agissent dans un environnement morose et incertain. Ce qui oblige les banques à faire preuve d'innovation, explique le banquier tunisien.

Mais, souligne-t-il, cela ne pose pas de problème outre mesure aux banques, mais celles-ci demandent en contrepartie une évolution de la législation bancaire dans les différents pays du Maghreb, et ce en vue de leur permettre de jouer leur rôle de pilier du financement de l'économie.

Dans ce cadre, il regrette que 40% de la population maghrébine ne soit pas bancarisée. Et il invite donc l'ensemble des banques à innover et à aller vers la digitalisation,

ce qui pourrait augmenter le taux de bancarisation dans la sous-région.

Enfin, Ahmed El Karm lance un appel aux différentes banques du Maghreb à privilégier les projets écologiques, en tout cas qui n'ont pas trop d'impact sur l'environnement.

Comme à l'accoutumée, c'est Dhafer Saïdane qui a eu la charge de préparer ce rapport annuel UBM 2020, «...rédigé dans un contexte d'incertitude exceptionnelle » sous le sceau de la pandémie du coronavirus, comme il le soulignera.

Ceci dit, «nous avons néanmoins gardé le cap sur les fondamentaux de nos économies », indique M. Saïdane, comme pour rassurer l'assistance sur le sérieux qui a entouré la collecte des informations et la rédaction dudit rapport.

En somme, le rapport d'activités 2019 de l'UBM montre que les banques maghrébines se dirigent vers des nouvelles opportunités offertes par la Covid-19 et dont l'exécution a ou va être facilitée par les technologies.

L'accent est donc mis sur la contribution et le rôle important que jouent les banques maghrébines dans une double transition : transition vers le développement durable et transition vers la digitalisation des services financiers.

D'emblée, Dhafer Saïdane indiquera que le rapport 2019 de l'UBM innove dans le fond et la forme. Il ouvre une nouvelle page dans l'histoire de l'UBM. Il se veut rétrospectif, dans le sens où il invite à tirer les leçons des exercices passés, et prospectif, dans le sens où il veut marquer l'engagement de l'UBM dans la construction de l'économie maghrébine du 21ème siècle.

Toujours selon le rapport, les différentes dimensions de la politique économique des pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) sont examinées, notamment sous l'angle monétaire et budgétaire.

Il nous apprend que la croissance économique au Maghreb



a en moyenne faibli cette année. En effet, en plus du choc de la pandémie de Covid-19, elle a été de 3,42% en 2019 contre 3,69% en 2018 en raison de la baisse des prix du pétrole des pays producteurs d'hydrocarbures et la baisse de l'activité industrielle des secteurs manufacturiers et non-manufacturiers.

Maintenant, le plus grand défi à court terme est la manière dont le secteur financier maghrébin pourra faire face au resserrement des liquidités, estime le rapport.

“ **le ratio du crédit bancaire destiné au secteur privé en pourcentage du PIB demeure en moyenne soutenu (supérieur à 60% du PIB)**

L'environnement bancaire : les grandes tendances

Selon le rapport UBM 2019, les banques maghrébines ont montré une certaine résilience et une certaine réactivité. Dans ce

cadre, en dépit de la crise de la Covid-19, le système bancaire maghrébin poursuit son rôle de “financeur” de l'économie maghrébine.

Le secteur bancaire s'est distingué de 3 façons : résilience aux chocs, continuité de l'activité et immédiateté dans la digitalisation des services.

Le rapport fait état d'une continuité des crédits fournis au secteur privé, mais avec quelques ralentissements des crédits accordés aux particuliers et aux professionnels. Malgré ce ralentissement, le ratio du crédit bancaire destiné au secteur privé en pourcentage du PIB demeure en moyenne soutenu (supérieur à 60% du PIB).

Les opportunités de la transition RSE : vers des économies durables...

Par ailleurs, dans son rapport 2019, l'UBM nous apprend que certains pays du Maghreb occupent des rangs avancés dans le classement en matière de réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations unies.

... Et vers des banques durables

Dans cette optique, plusieurs banques maghrébines ont mis

en place une démarche de développement durable à travers leurs engagements en matière de RSE par l'intégration des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernances (ESG), et à travers l'intégration de leurs activités responsables dans leur communication (sites internet et rapports annuels).

La banque maghrébine n'est plus seulement l'affaire des actionnaires mais aussi des différentes parties prenantes qui la composent : clients, société civile, employés, Etats, etc.

“ **Les économies maghrébines intègrent de plus en plus la culture de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises).**

Les opportunités de la digitalisation pour les pays du Maghreb

La crise de Covid-19 a contribué, dans certains pays du Maghreb, à l'accélération de la numérisation administrative (distribution de l'aide sociale), technique (robot Guard), financière (paiement mobile), pédagogique (E-éducation).

La crise a révélé le fruit d'investissements rapides à haute valeur ajoutée dans des segments tels que l'électronique, l'ingénierie et la technologie.

La crise de la Covid-19 apparaît comme une grande opportunité pour les pays de l'UMA de mettre un terme à certaines tensions, de surmonter les doutes, et de reprendre confiance en la qualité des talents de la jeunesse maghrébine, pour préparer la reprise post-crise.

Cette crise va nécessiter encore plus de mobilisation de toutes les forces pour créer une synergie entre l'État, les entreprises, les secteurs privé et public, les organisations nationales et la société civile. La tâche implique des restructurations, des réformes, des investissements et des sacrifices à court terme.

“ En 2 mois environ nous avons réalisé des objectifs envisageables sur 2 ans.

Les opportunités de la digitalisation pour les banques

Le secteur bancaire maghrébin est inexorablement sur la voie de la digitalisation. Avec la crise

du COVID-19, la fracture numérique qui mesure les inégalités dans l'accès aux technologies digitales, s'est réduite considérablement en très peu de temps. En 2 mois environ nous avons réalisé des objectifs envisageables sur 2 ans.

Les paiements en ligne, l'utilisation des applications mobiles et les autres services financiers digitaux sont devenus le moyen le plus fréquemment utilisé surtout pendant la crise sanitaire (COVID-19).

Les pays du Maghreb sont passés presque instantanément au numérique dans plusieurs secteurs afin de continuer à fonctionner pendant l'arrêt causé par la pandémie.

Covid-19, RSE et digitalisation : disruption et changement inéluctable de paradigme

Le Rapport 2019 de l'UBM innove dans le fond et la forme. En effet, il ouvre une nouvelle page dans l'histoire de l'UBM. Il se veut rétrospectif afin de tirer les leçons des exercices passés mais aussi prospectif afin de marquer l'engagement de l'UBM dans la construction de l'économie maghrébine du 21ème siècle.

Les différentes dimensions de la politique économique des pays de l'Union du Maghreb arabe

sont examinées notamment sous l'angle monétaire et budgétaire.

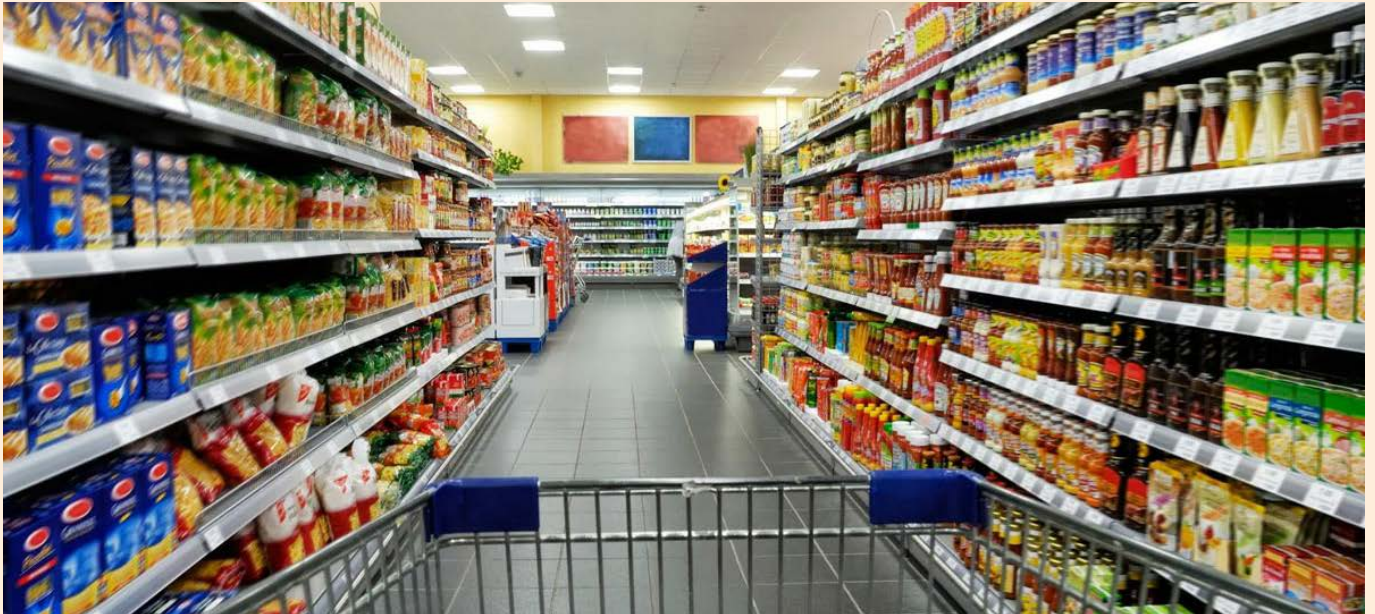
Le nouveau paradigme, dont les banques maghrébines sont des acteurs majeurs, s'appuiera par ailleurs sur un tournant basé sur une responsabilité que devront intégrer les économies maghrébines : la transition écologique et la transition numérique.

Dans sa conclusion, le rapport souligne : cette crise sanitaire s'inscrit sans doute dans la durée. Des ruptures et des changements structurels majeurs sont à attendre dans nos modes de fonctionnement et de penser.

Les banques maghrébines doivent donc être proactives et anticiper ces grands changements. C'est le rôle de l'UBM de les y aider.

Le rapport UBM 2019 contribue à essayer d'apprécier cette dynamique du changement qui attend nos business modèles les jours et les mois à venir.

Talal Bahoury



Grandes surfaces

Chute des fréquentations de 20%

Le chiffre d'affaires des grandes surfaces commerciales a baissé de 15% depuis l'apparition de la pandémie du coronavirus en Tunisie en mars 2020, ce qui a mis en difficulté le secteur, a affirmé, vendredi, à l'agence TAP, le président de la chambre syndicale des grandes surfaces, Hédi Baccour.

Il a, par ailleurs, précisé que le nombre des clients de ces surfaces s'est replié de 20%, sous l'effet des répercussions de la pandémie qui a impacté négativement, le pouvoir d'achat des citoyens et entravé l'affluence de touristes, notamment libyens,

vers le pays.

Les représentants de la Chambre ont rencontré, vendredi, le ministre du Commerce et du Développement des exportations, Mohamed Boussaïd, auquel ils ont exposé les difficultés que traverse le secteur et l'impact de la pandémie sur leur activité.

Ils ont également, évoqué la forte hausse des prix auprès des fournisseurs, atteignant parfois le triple des prix pratiqués par les agriculteurs-producteurs, à l'instar des prix des dattes, appelant le ministère à trouver des solutions à ce problème.

Le ministre a, de son côté, souligné le rôle important joué par les grandes surfaces dans le développement du commerce et l'approvisionnement du marché en produits de consommation. Il a aussi, mis l'accent sur la contribution des grandes surfaces dans le renforcement de la transparence des transactions et la promotion des produits nationaux.

Il est à noter que 250 surfaces commerciales réparties sur tout le territoire sont affiliées à la chambre syndicale des grandes surfaces, relevant de l'UTICA.



Énergies Renouvelables (ER) Objectif 30%

Un quatrième appel d'offres pour la réalisation de projets de production de l'électricité à partir des Énergies Renouvelables (ER), d'une capacité totale de 60 Mégawatts vient d'être lancé par le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du régime des autorisations relatif à la vente totale à la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG), conformément au décret gouvernemental numéro 1123 de l'année 2016, datant du 25 août 2016, fixant les conditions et les modalités de réalisation des projets de production et de vente d'électricité à partir des ER.

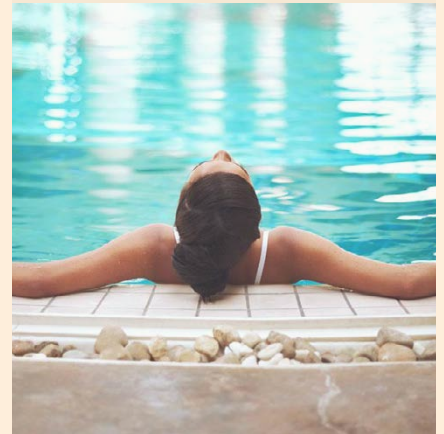
A rappeler la Tunisie vise à travers sa stratégie de transition

énergétique réduire de 30% la consommation d'énergie primaire et d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité à 30% à l'horizon 2030.

Dans ce cadre, 16 investisseurs dans le domaine des ER ont obtenu, le 17 juin 2020, les accords préliminaires pour la réalisation de projets de production de l'électricité à partir des ER.

Ces projets concernent la production de 10 mégawatts (6 projets) et 1 mégawatt (10 projets) d'un coût total de 150 Millions de Dinars et dont la mise en exploitation est prévue dans deux ans.

Thermalisme



Le volume des investissements dans le secteur du thermalisme, de la thalassothérapie et de la balnéothérapie, ont atteint 380 millions de dinars durant la dernière décennie (2010-2020), plaçant ainsi, ce secteur parmi ceux les plus résilients face aux perturbations socio-économiques, a indiqué, samedi, le ministre du tourisme Habib Ammar, lors d'une visite au projet de la station thermale de Beni Mtir, dans le gouvernorat de Jendouba.

Tourisme



L'activité touristique en Tunisie a marqué une baisse de 60%, au cours de cette année en raison des impacts de la pandémie du COVID-19, a indiqué le ministre du Tourisme, Habib Ammar, estimant que ce taux atteindra 70%, à la fin de l'année 2020.



Tourisme

Une nouvelle zone touristique à Zaghouan

Une zone touristique d'une superficie de huit hectares sera créée à Zaghouan, à proximité du temple des eaux, a annoncé dimanche, le commissaire régional au tourisme à Tunis-sud et à Zaghouan, Salah Kacem.

La moitié de cette superficie a été déjà incluse dans le plan d'aménagement urbain de Zaghouan, en tant que zone touristique. L'Agence Foncière Touristique (AFT) va aussi, acquérir un terrain de quatre hectares, a cette fin, a-t-il fait savoir à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du tourisme. Il a ajouté que l'Office de la Topographie et du Cadastre (OTC) a entamé l'opération de délimitation de la zone, en coordination avec l'AFT et les autorités régionales, avant de lancer les études techniques du projet.

Kacem a rappelé que Zaghouan dispose de richesses naturelles, culturelles et environnementales, lui permettant de devenir une destination touristique privilégiée.

Cette rencontre a permis de débattre du rôle du tourisme rural dans la dynamisation de l'économie, la création d'emplois directs et indirects et aussi, d'évoquer les entraves juridiques et les procédures administratives qui freinent la création de tels projets.

Des propriétaires de projets bloqués et des porteurs d'idées de projets ont appelé à cette occasion, à l'accélération de la résolution de ces problèmes afin d'inciter les investisseurs et développer le secteur.

Tunisie

Un répertoire des plantes médicinales, aromatiques et à parfum

La Tunisie, de par sa nature méditerranéenne et saharienne, occupe une place de choix dans le développement d'une flore riche et variée et possède un grand potentiel de plantes médicinales, aromatiques et à parfum. Avec plus de 2160 espèces vasculaires (plantes à fleur), la Tunisie constitue, en Méditerranée, un véritable réservoir phytogénétique.

Pour valoriser et préserver ce potentiel, un projet est en cours, visant à répertorier les plantes médicinales les plus exploitées en Tunisie et à établir leurs monographies pour mettre en place des procédures de contrôle de qualité, à travers une approche multidisciplinaire incluant l'ethnobotanique, la pharmacologie, la toxicologie et la phyto-chimie.

Le projet consiste à élaborer des monographies des principales plantes médicinales, aromatiques et à parfum (PAM), en s'appuyant sur leur valeur ethnobotanique et les acquis de la recherche, en vue de valoriser les phyto-ressources fonctionnelles dans les secteurs



agro-alimentaire, pharmacologique, cosmétique et chimique.

L'objectif final du projet est de fournir un outil scientifique technique avec un langage industriel, en indiquant tous les usages possibles des PAM et de leurs dérivés dans les domaines des pesticides naturels, teintures, additifs alimentaires, produits cosmétiques, nutraceutiques et

pharmaceutiques. Le projet est mis en œuvre au sein du Centre Technique de la Chimie (CTC) en collaboration avec le Laboratoire des Écosystèmes Pastoraux et de Valorisation des Plantes Spontanées et des Micro-organismes Associés à L'Institut des Régions Arides Médenine (IRA) et la société "MEDIPHARM-SADEP".

Au-delà de son apport sur le

plan de sauvegarde du potentiel des PAM en Tunisie, le projet pourrait aider à diversifier l'offre dans la perspective de l'exploiter économiquement, à améliorer les conditions de mise en marché du produit et l'expansion des marchés via une meilleure valorisation du produit et permettre un meilleur positionnement de la Tunisie sur les nouveaux marchés (parapharmaceutiques, nutra-ceutiques et pharmaceutiques).

Ce projet est financé par le ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines, dans le cadre du Programme National de la Recherche et de l'Innovation (PNRI). Il s'agit d'un mécanisme d'appui à la recherche collaborative, géré par la Direction générale de l'innovation et du développement technologique.

Elargir la Gamme d'exploitation des PAM

Pour le secteur de la Chimie, cette initiative pourrait aider à élargir la gamme d'exploitation

des PAM par les unités de distillation existantes, instaurer de nouvelles techniques et technologiques pour l'extraction des substances actives et aider les exploitants à maîtriser les risques toxicologiques quant à l'utilisation de certaines plantes dans des formulations.

Il s'agit également, d'accroître la compétitivité des entreprises dans une approche de développement durable, optimiser et standardiser les niveaux de production des composés de valeur ajoutée. Et promouvoir le gisement tunisien en PAM avec des applications industrielles.

Sur le plan scientifique, c'est une opportunité de valorisation de la biodiversité à haute valeur ajoutée (ingrédients actifs), d'optimisation des procédés de transformation et de transfert technologique. Elle permettra, selon les partenaires et les initiateurs du projet de développer un environnement de recherche et encourager les démarches

scientifiques rigoureuses, afin de passer à la recherche empirique, à la capacité d'identifier et classer une plante PAM, par l'élaboration de protocoles validés et normalisés.

A travers ce projet, ils envisagent d'améliorer aussi, le contrôle de la qualité et de l'innocuité des produits et identifier les meilleures opportunités de création de valeur pour les entreprises de production et de transformation des PAM.

En Tunisie, le secteur des PAM contribue à la formation de la valeur de la production agricole à un taux de 0,8% en moyenne, à l'effort d'exportation par 1% et à l'emploi à travers l'offre de l'équivalent de 250 000 de journées de travail par an, ce qui correspond à 0,9% des journées de travail offertes par le secteur agricole, selon une étude récente sur l'amélioration de la qualité et du positionnement du secteur des PAM en Tunisie (AGRO-SERVICES, 2013).





L'UBCI confirme son engagement auprès des entreprises allemandes implantées en Tunisie

Suite au succès des éditions précédentes, l'UBCI Groupe BNP Paribas, en collaboration avec la Chambre tuniso-allemande de commerce et d'industrie (AHK), a convié les adhérents de la Chambre, le 18 septembre au Mövenpick Gammarth, autour d'un cocktail dînatoire organisé selon les normes sanitaires.

Cette rencontre a réuni les représentants des principales entreprises allemandes en Tunisie, en présence de Peter Prügel, ambassadeur d'Allemagne en Tunisie, Jörn Bousselmi et Ibrahim DEBACHE, respectivement directeur général et président de l'AHK.

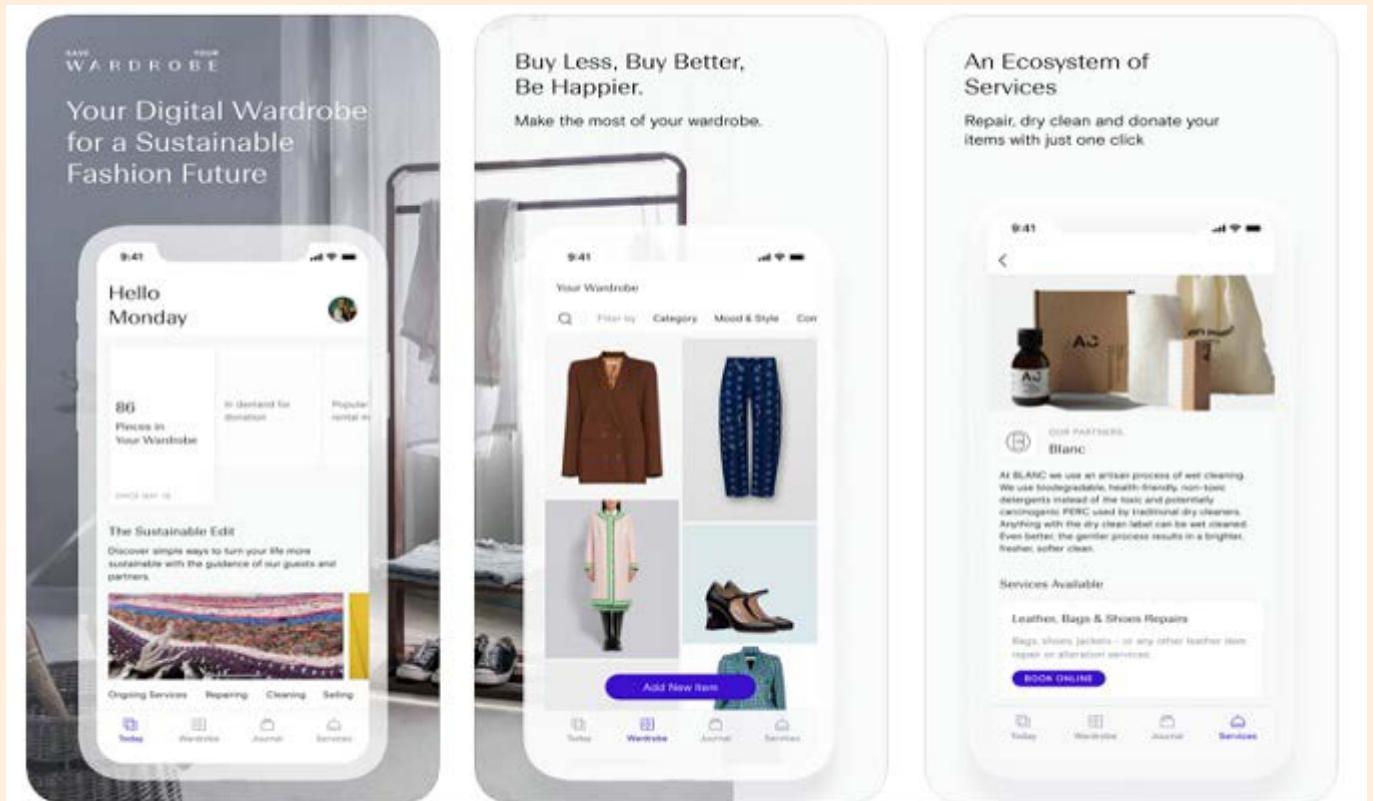
Côté UBCI, Maher BEN

ABDALLAH, directeur du Corporate Banking de l'UBCI, était accompagné de ses équipes commerciales et directeurs de régions. Il déclare: "De Francfort à Sfax, de Berlin à Tunis, de Dusseldorf à Bizerte, les synergies sont effectives entre collaborateurs du Groupe, constituant un véritable trait d'union entre les deux pays. Avec un objectif commun : développer le courant d'affaires entre la Tunisie et l'Allemagne, accompagner au quotidien les entreprises allemandes implantées en Tunisie, au service de leur pérennité et de leur développement, avec les performances qui sont les leurs dans un univers complexe dont nous connaissons parfaitement les écueils et les obstacles".

L'UBCI développe depuis longtemps une ambition d'accompagnement des entrepreneurs allemands en Tunisie et cette rencontre témoigne une nouvelle fois de cet engagement.

A noter que le tissu entrepreneurial allemand en Tunisie est l'un des plus dynamiques. Il compte en effet 300 entreprises étrangères installées sur tout le territoire tunisien. Cette clientèle motive sa présence en Tunisie par les nombreux atouts qu'offre ce pays et par la proximité géographique avec l'Europe, zone dans laquelle le Groupe BNP Paribas se classe au premier rang des banques universelles.

START-UP



Garde-robes numérique

Une garde-robe numérique, ça existe désormais ! Le concept est simple: il s'agit de connecter son adresse email avec les reçus d'achats en ligne ou photographier les vêtements dans votre garde-robe et les mettre, ensuite, en ligne, à travers une application téléchargeable sur l'AppStore, pour les organiser et planifier des tenues pour une semaine entière.

La co-fondatrice de ce service en ligne et d'une société du même nom, est une jeune tunisienne originaire de l'île de Djerba, Hasna Kourda.

Grandie dans une famille qui croit en l'adage "rien ne se perd, tout se transforme" et ayant suivi des études en économie et finances en France, cette jeune entrepreneure, basée aujourd'hui à Londres (Angleterre), rêvait de joindre l'utile à l'agréable et de rendre le secteur de la mode plus responsable et durable à travers l'adoption du concept de recyclage et de récupération dans un secteur où des milliers de tonnes de textiles et de vêtements invendus sont soit éliminés, d'une manière nocive à

l'environnement (incinération...), soit jetés, vainement, chaque année, dans les décharges.

Son rêve commence à être exaucé, puisqu'elle gère, aujourd'hui, avec un associé, Mehdi Doghri une start-up "Save Your Wardrobe", qui compte trois succursales, à Londres, Tunis et Lisbonne. Celle de Tunis emploie 10 personnes.

L'idée est d'encourager les férus de la mode et du shopping à réutiliser leurs vêtements au lieu d'acheter d'autres neufs, qui

partent après un temps court, dans les décharges et polluent encore la planète.

C'est une solution qui permet une numérisation des articles de garde-robe.

"Ceux-ci pourraient ensuite parcourir leur garde-robe, décider et planifier une semaine entière de tenues pour le travail, les vacances ou un événement particulier. Inutile de passer par votre placard et d'en faire un gâchis", explique Hasna Kourda à l'agence TAP.

Selon elle, les utilisateurs peuvent ainsi organiser leurs garde-robes et n'y laisser que des articles essentiels et à la mode.

" Nous nous assurons qu'aucun article n'est repoussé et oublié. Si l'un de vos vêtements n'a pas été porté depuis un certain temps, nous vous suggérons des services de réparations, de personnalisation ou en dernier recours la donation ou la revente. De cette façon, vous détournez les vêtements de la décharge ou bien de finir en fripe à l'autre bout du monde.", a-t-elle développé.

Ce service en ligne est "un moyen de réduire la pollution causée par le secteur de la mode rapide (fast fashion) et pour rendre les comportements des consommateurs plus responsables et plus citoyens", estime la jeune entrepreneure tunisienne.

Le secteur du textile est l'un des secteurs les plus gourmands en eau et en pesticides. Il est aussi, l'une des activités les plus polluantes de la planète.

La consommation mondiale de vêtements devrait augmenter, d'ici 2030, de 63 %, passant de 62 millions, à 102 millions de tonnes de vêtements, soit plus de 500 milliards de t-shirts en plus dans nos tiroirs, Selon la Fondation Ellen MacArthur.

A ce rythme, le secteur représente 26 % des émissions de gaz à effet de serre en 2050.

Financement

L'accès au financement est le principal obstacle au développement des entreprises en Tunisie pour 39,4% des chefs d'entreprise interrogés dans le cadre d'une enquête périodique réalisée par la Banque Mondiale (BM) et d'autres institutions financières internationales parmi les bailleurs de fonds du pays.

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

28/09/2020

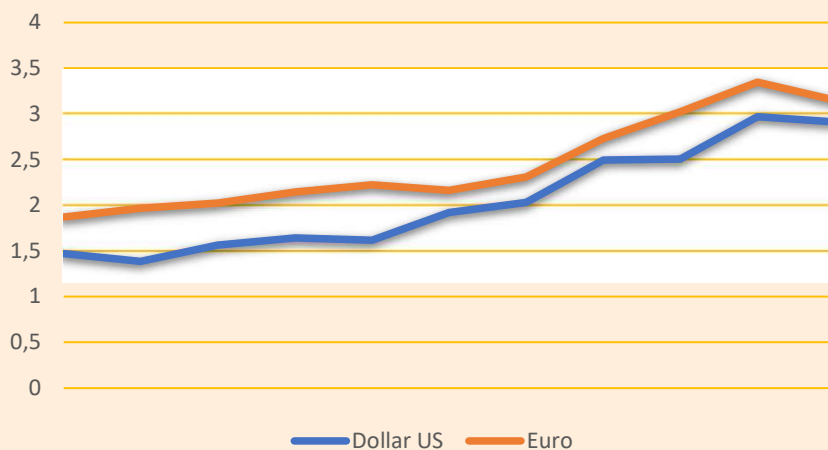
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2140
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,0748
DOLLAR DES USA	USD	1	2,7773
LIVRE STERLING	GBP	1	3,5725
YEN JAPONAIS	JPY	1000	26,2942
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	2,9821
FRANC SUISSE	CHF	10	29,9025
EURO	EUR	1	3,2436
DINAR LIBYEN	LYD	1	2,0185
Yuan Chinois	CNY	1	0,4063

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	2,8292	3,2966
6 MOIS	2,8779	3,3571

Cours de devises en dinar Tunisien

Evolution Mai 2010 - 2020



6,75%

TMM

29/09/2020



6,75%

TID

29/09/2020



6,79%

TMM

Août 2020



5,00%

TRE

Septembre 2020



21252

Avoirs
en devise

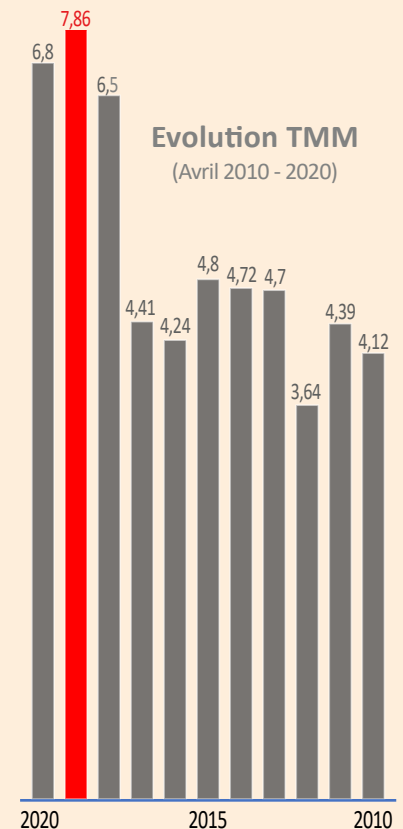
29/09/2020



141

Jours
d'importation

29/09/2020



BOURSE



Bourse de Tunis

Clôture hebdomadaire dans le rouge

La bourse de Tunis s'est retrouvée cette semaine du 21 au 25 septembre 2020 dans le rouge. L'indice phare de la place a abandonné 1%, se stabilisant à 6809,78 points, ramenant ainsi, ses pertes depuis le début de l'année à -4,4%, rapporte l'intermédiaire en Bourse Tunisie Valeurs.

Les échanges ont été assez faibles en raison de l'absence de transactions de bloc. Le volume total des échanges s'est établi à 16,6 MD, soit un volume moyen de 3,3 MD par séance.

Analyse des valeurs

Le titre AeTECH s'est adjugé la meilleure performance de la semaine. L'action s'est hissée de 20,5%, à 0,530 D dans un maigre volume d'échange de 6 mille dinars. Le titre a connu une hausse de 58,5% depuis le début de l'année.

Drainant des échanges de 443 mille dinars courant la semaine, le titre GIF a gagné 19,3% à 0,990 D. Depuis le début de l'année, le titre s'est bonifié de 59,4%. A fin juin 2020, les revenus du

spécialiste en filtres ont accusé une chute de 82%, à 1,05 MD.

Le titre Tuninvest a été le plus pénalisé pendant la semaine, se délestant de -10,7%, à 4,330 D dans un faible volume d'échange de 19 mille dinars.

Sur le front des échanges, le titre LILAS a dominé le palmarès des échanges pour cette semaine, drainant des capitaux de l'ordre de 2,8 MD, soit 16,9% du volume total échangé courant la semaine.

التجاري بنك
Attijari bank



Attijari Bank

Bonne résistance au choc du Covid-19

A la fin du premier semestre 2020, les produits d'exploitation d'Attijari Bank ont progressé de 4% pour s'établir à 415,2 MD.

Le Produit Net Bancaire de la banque a augmenté de 3,5% à 244,7MD. Toutefois, suite à la montée du coût du risque (22 MD contre 10,4 MD l'année précédente) et à la contribution exceptionnelle de 15,5 MD au fonds national pour la lutte contre le COVID-19, la banque a vu son résultat net, au terme du premier semestre de 2020, accusé une baisse de 17% pour s'établir à 71,4 MD.

Office Plast

Augmentation de capital



La société Office Plast prévoit d'augmenter son capital social d'un montant de 333 231 dinars, pour le porter à 11 440 931 dinars, et ce, par la création de

333 231 actions nouvelles d'une valeur de 1 dinar chacune.

Les nouvelles actions seront attribuées, gratuitement, aux actionnaires de la société, à raison de 3 actions nouvelles pour 100 actions anciennes, selon un communiqué publié, jeudi, par la société sur le site de la Bourse de Tunisie, précisant que l'objectif est de renforcer la trésorerie de la Société.

Reprise de la cotation des titres «SAM»



Cotation en Bourse des titres « SOCIETE ATELIER MEUBLE INTERIEURS » suite à l'augmentation de capital de la société décidée par l'AGE du 25 juin 2020, et ce à partir du 30 septembre 2020.

- Les 4 634 696 actions anciennes de la société « SOCIETE ATELIER MEUBLE INTERIEURS » seront négociables en Bourse, droits d'attribution détachés.

- Les droits d'attribution seront négociables en bourse dans les conditions suivantes :

- Code Mnémonique : SAM20
- Code ISIN : TN0007740038
- Groupe de Cotation : 32

- Les 926 939 actions nouvelles gratuites, à attribuer à raison d'une (01) action nouvelle pour cinq (05) actions anciennes, seront admises et négociables en Bourse sur la même ligne de cotation que les actions anciennes.

Tunindex

6 809,78

Var. Année **-4,39 %**
25/09/2020

Tunindex 20

2 951,50

Var. Année **-5,66 %**
25/09/2020

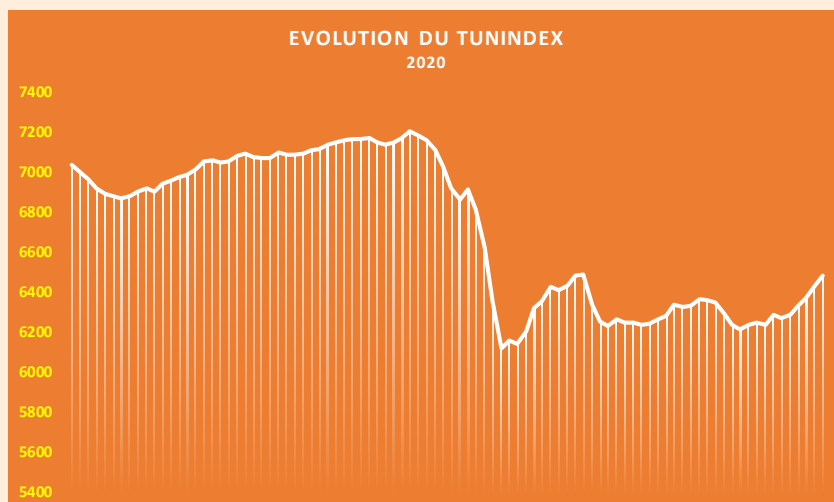
Volume semaine **21,397** MDT

Capitalisation **22 796** Mds DT

PER marché (Août) **9,48**

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	4 179,04	-15,48%
8300	Banques	3 836,21	-17,58%
8500	Assurances	12 316,64	6,78%
8700	Services Financiers	5 140,01	5,10%
5000	Services aux Consommateurs	2 486,79	-4,81%
5300	Distribution	3 867,02	-5,16%
3000	Biens de Consommations	8 825,14	18,14%
3300	Automobile et équipements	1 241,75	-24,23%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	11 257,57	19,86%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 491,16	15,94%
2000	Industries	1 269,21	5,15%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	598,23	14,63%
1000	Matériaux de Base	2 608,90	-30,03%



+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLOTURE	VAR. Hebdo
Aetech	0,530	20,45%
GIF Filter	0,990	19,27%
Electrostar	1,440	9,92%
Tawasol GPH	0,240	9,09%
Siphat	5,100	8,51%

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

	CLOTURE	VAR. Hebdo
Tuninvest Sicar	4,330	-10,72%
BH	8,740	-6,52%
STB	3,430	-6,28%
ATL	1,670	-5,11%
Carthage Cement	1,520	-4,40%

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLOTURE	VAR. Hebdo
ICF	61,500	-49,13%
MPBS	3,380	-41,72%
Ciments de Bizerte	1,100	-40,22%
ASSAD	4,530	-37,08%
Sotipapier	4,540	-34,96%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	VOLUME (MDT)	% Volume Total
SERVICOM	2,030	232,79%
BH Assurances	54,540	70,44%
AMS	1,040	62,50%
GIF	0,990	62,30%
Aetech	0,530	60,61%

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		25/09/2020	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Déc. 2019	Semaine précédente	De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								9 455,382
BANQUES								7 910,894
Amen Bank	5	26 481 000	29,190	24,800	24,800	0,00%	-15,04%	656,729
ATB	1	100 000 000	4,060	3,180	3,090	-2,83%	-23,89%	309,000
BH Bank	5	47 600 000	11,940	9,350	8,740	-6,52%	-26,80%	416,024
BIAT	10	17 000 000	114,000	96,900	96,000	-0,93%	-15,79%	1 632,000
BNA	5	64 000 000	11,890	9,400	9,160	-2,55%	-22,96%	586,240
Banque de Tunisie	1	225 000 000	7,800	6,940	6,900	-0,58%	-11,54%	1 552,500
BTE (ADP)	20	1 000 000	9,230	8,300	8,350	0,60%	-9,53%	8,350
STB	5	155 375 000	4,680	3,660	3,430	-6,28%	-26,71%	532,936
Attijari Bank	5	40 741 997	32,690	26,500	25,800	-2,64%	-21,08%	1 051,144
UBCI	5	20 001 529	30,000	21,810	23,000	5,46%	-23,33%	460,035
UIB	5	32 560 000	22,890	15,600	15,600	0,00%	-31,85%	507,936
Wifak Bank	5	30 000 000	6,850	6,440	6,600	2,48%	-3,65%	198,000
ASSURANCES								913,226
ASTREE	5	6 000 000	44,010	56,500	57,980	2,62%	31,74%	347,880
BH Assurances	5	2 660 000	32,000	52,500	54,540	3,89%	70,44%	145,076
STAR	10	2 307 693	137,160	120,000	119,890	-0,09%	-12,59%	276,669
Tunis RE	5	20 000 000	7,990	6,990	7,180	2,72%	-10,14%	143,600
LEASING								352,060
ATL	1	32 500 000	1,700	1,760	1,670	-5,11%	-1,76%	54,275
BH Leasing	5	7 000 000	1,750	1,410	1,390	-1,42%	-20,57%	9,730
Best Lease	1	30 000 000	1,850	1,700	1,700	0,00%	-8,11%	51,000
CIL	5	5 000 000	14,950	16,000	15,990	-0,06%	6,96%	79,950
Hannibal Lease	5	8 036 000	4,540	3,490	3,490	0,00%	-23,13%	28,046
Attijari Leasing	10	2 750 000	12,500	9,980	9,700	-2,81%	-22,40%	26,675
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	8,400	9,490	9,480	-0,11%	12,86%	102,384
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								279,203
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	46,500	44,300	44,300	0,00%	-4,73%	44,300
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,410	8,240	8,240	0,00%	-2,02%	230,720
Tuninvest Sicar	1	966 000	5,030	4,850	4,330	-10,72%	-13,92%	4,183
INDUSTRIES								8 930,783
HOLDING								2 584,783
OneTech Holding	1	53 600 000	13,510	12,230	12,290	0,49%	-9,03%	658,744
Poulina GH	1	180 003 600	13,100	10,800	10,700	-0,93%	-18,32%	1 926,039
AGRO-ALIMENTAIRE								4 754,989
CEREALIS	1	4 888 889	6,070	7,610	7,400	-2,76%	21,91%	36,178
Delice Holding	10	54 907 262	10,370	14,900	14,640	-1,74%	41,18%	803,842
LAND'OR	1	11 226 376	7,900	6,880	6,850	-0,44%	-13,29%	76,901
SFBT	1	198 000 000	19,010	19,390	19,190	-1,03%	0,95%	3 799,620
SOPAT	1	27 861 250	1,690	1,380	1,380	0,00%	-18,34%	38,449
PHARMACEUTIQUE								420,290
ADWYA	1	21 528 000	2,540	3,780	3,920	3,70%	54,33%	84,390
SIPHAT	5	1 800 000	5,030	4,700	5,100	8,51%	1,39%	9,180
UNIMED	1	32 000 000	9,370	10,550	10,210	-3,22%	8,96%	326,720
COMPOSANTS AUTOMOBILE								75,340
ASSAD	1	12 000 000	7,200	4,570	4,530	-0,88%	-37,08%	54,360
GIF	1	10 536 994	0,610	0,830	0,990	19,28%	62,30%	10,432
STEQ	5	1 400 000	7,500	4,920	4,920	0,00%	-34,40%	6,888
STIP	1	4 207 824	1,100	0,890	0,870	-2,25%	-20,91%	3,661

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture			Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)	
			Décembre 2019	Semaine précédente	25/09/2020 De la semaine				
CIMENTIER								570,762	
Carthage Cement	1	343 624 940	1,190	1,590	1,520	-4,40%	27,73%	522,310	
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	1,840	1,150	1,100	-4,35%	-40,22%	48,452	
CHIMIE								312,822	
Air Liquide	25	1 601 907	70,000	72,490	73,000	0,70%	4,29%	116,939	
ALKIMIA	10	1 947 253	49,990	34,270	34,270	0,00%	-31,45%	66,732	
ICF	10	2 100 000	120,900	58,400	61,500	5,31%	-49,13%	129,150	
INDUSTRIES DIVERSES								1 949,005	
AMS	5	6 577 192	0,640	1,070	1,040	-2,80%	62,50%	6,840	
Euro-Cycle	1	8 910 000	18,840	24,750	24,500	-1,01%	30,04%	218,295	
MPBS	2	7 813 500	5,800	3,400	3,380	-0,59%	-41,72%	26,410	
New Body Line	1	4 250 400	4,990	4,300	4,230	-1,63%	-15,23%	17,979	
Office PLAST	1	11 226 376	2,690	2,190	2,140	-2,28%	-20,45%	24,024	
SAH Lilas	1	65 345 762	11,750	13,590	13,200	-2,87%	12,34%	862,564	
Atelier Meubles Int	1	4 634 696	4,000	3,480	3,630	4,31%	-9,25%	16,824	
SIAME	1	14 040 000	4,130	3,180	3,140	-1,26%	-23,97%	44,086	
SANIMED	1,109	12 400 000	1,850	1,660	1,660	0,00%	-10,27%	20,584	
SOMOCER	1	40 656 000	0,940	0,990	1,050	6,06%	11,70%	42,689	
SOTEMAIL	1	30 200 000	2,900	3,120	3,120	0,00%	7,59%	94,224	
SOTUVER	1	27 253 600	8,350	7,950	8,200	3,14%	-1,80%	223,480	
SOTIPAPIER	1,09	27 941 666	6,980	5,000	4,540	-9,20%	-34,96%	126,855	
SOTRAPIL	5	4 138 200	11,820	12,190	12,240	0,41%	3,55%	50,652	
TPR	1	50 000 000	4,740	3,550	3,470	-2,25%	-26,79%	173,500	
IMMOBILIER								88,745	
SIMPAR	5	1 100 000	39,890	39,800	39,800	0,00%	-0,23%	43,780	
SITS	1	15 600 000	2,150	2,000	1,950	-2,50%	-9,30%	30,420	
ESSOUKNA	1	5 050 500	2,160	2,880	2,880	0,00%	33,33%	14,545	
TECHNOLOGIE								123,052	
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,440	0,530	20,45%	60,61%	1,178	
TELNET Holding	1	12 130 800	9,300	9,000	8,750	-2,78%	-5,91%	106,145	
HEXABYTE	1	2 083 334	7,170	7,550	7,550	0,00%	5,30%	15,729	
SERVICES								1 354,325	
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								659,729	
ARTES	1	38 250 000	4,880	3,940	3,940	0,00%	-19,26%	150,705	
CITY CARS	1	18 000 000	7,330	7,200	7,260	0,83%	-0,95%	130,680	
ENNAKL Auto	1	30 000 000	12,000	10,800	10,850	0,46%	-9,58%	325,500	
UADH	1	36 953 847	0,940	1,400	1,430	2,14%	52,13%	52,844	
AUTRES SERVICES								176,080	
CELLCOM	1	4 461 532	3,710	5,280	5,340	1,14%	43,94%	23,825	
ELECTROSTAR	2	10 287 556	1,340	1,310	1,440	9,92%	7,46%	14,814	
MIP	1	4 398 937	0,220	0,140	0,140	0,00%	-36,36%	0,616	
TUNISAIR	1	106 199 280	0,630	0,620	0,630	1,61%	0,00%	66,906	
Tunisie-Valeurs	5	4 000 000	16,980	17,480	17,480	0,00%	2,94%	69,920	
TELECOMMUNICATIONS								72,837	
SERVICOM	1	11 874 000	0,610	1,960	2,030	3,57%	232,79%	24,104	
SOTETEL	5	4 636 800	5,150	4,930	4,920	-0,20%	-4,47%	22,813	
Tawasol GH	1	108 000 000	0,250	0,220	0,240	9,09%	-4,00%	25,920	
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								445,679	
Sotumag	1	13 200 000	2,360	3,020	3,200	5,96%	35,59%	42,240	
Magasin General	1	11 481 250	29,000	25,000	23,990	-4,04%	-17,28%	275,435	
Monoprix	2	19 969 372	7,800	6,450	6,410	-0,62%	-17,82%	128,004	
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i>								Total capitalisation boursière	19 740,490



Emploi

Taux d'intégration des diplômés de la formation professionnelle

Le taux général d'insertion des diplômés de la formation professionnelle sur le marché du travail se situe entre 45 et 50%, tandis que l'Agence tunisienne de la formation professionnelle (ATFP) table sur un taux général de 60 à 70%, a déclaré, vendredi, le directeur général de l'agence, Mustapha Karim Bouamoud.

Dans une déclaration à la TAP en marge de la visite du ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Intégration professionnelle, Kamel Deguiche au Centre sectoriel de formation à la construction, à l'occasion du démarrage de l'année professionnelle, Bouamoud a indiqué que "le taux d'intégration des diplômés de la formation professionnelle sur le

marché du travail dans certains secteurs a atteint les 60 à 70%, alors qu'il est bien en deçà de ce chiffre dans certains secteurs confrontés à un ralentissement accablant".

Bouamoud a encore indiqué que l'intégration des diplômés de la formation professionnelle sur le marché du travail "demeure tribu-

taire de la relance effective des secteurs de production", expliquant que la stagnation à laquelle certains secteurs se retrouvent confrontés (les secteurs du Cuir, des chaussures, du textile et de l'habillement), se répercute négativement sur les chances d'emploi des apprenants dans les centres de formation professionnelle.

Le responsable a, dans ce sens, expliqué que les spécialités du secteur de la formation professionnelle sont déterminées dans le cadre du partenariat entre les professionnels et les institutions et l'ATFP, soulignant que toutes les spécialités requises par les professionnels et les institutions, sont déclinées en programmes de formation théoriques et pratiques, élaborés en vue de perfectionner les compétences des apprenants et faciliter, par conséquent, le processus de leur intégration sur le marché du travail.

Interrogé sur les secteurs de formation à forte employabilité, le directeur général de l'ATFP a cité les filières de l'électricité, l'électronique, le bâtiment, travaux publics et les activités annexes, la machinerie générale, ainsi que le soudage et l'installation, tandis que le taux d'intégration subit un déclin, a-t-il dit, dans certains secteurs à l'instar des maroquineries, le textile et habillement, le cuir, les chaussures et les secteurs de l'artisanat artistique

et traditionnel.

Concernant les nouvelles spécialisations qui seront créées dans le domaine de la formation professionnelle, Bouamoud, a fait savoir que l'agence propose environ 300 spécialités dans 4 filières de formation (haute qualification technique, qualification de technicien professionnel, certificat de compétence professionnelle et certificat de compétence).

Quant aux offres de formation disponibles durant la session 2020-2021, le nombre de postes de formation disponibles dans les différentes spécialisations et centres de l'ATFP, s'élève à 20.982, dont 10854 disponibles dans les centres sectoriels de formation professionnelle et 7.219 dans les centres de formation et de formation professionnelle.

Les offres de formation sont également réparties comme suit: 7891 postes de formation pour une qualification technique professionnelle, 2520 pour un niveau de haute qualification technique, 7,671 postes de formation pour l'obtention d'un certificat d'aptitude professionnelle, 1729 pour l'obtention d'un certificat de compétence, 935 postes de formation pour le parachèvement du certificat de formation et 236 postes pour l'obtention d'un certificat de formation professionnelle.



► Des magazines, des Hors-séries, des Revues, des Documents et des eBook...

CNSS

Déclaration de salaire et paiement des cotisations à distance

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), a appelé, vendredi, tous les employeurs ayant obtenu un certificat d'authentification électronique, à adhérer au système de déclaration des salaires et de paiement des cotisations à distance, en accédant au portail électronique via le lien : www.cnss.tn .

La CNSS a indiqué, dans un communiqué, que l'adhésion au système, de déclaration des salaires et de paiement des cotisations à distance, permet d'effectuer ces opérations à distance à travers la déduction électronique et l'obtention du certificat de leur institution financière, en téléchargeant le formulaire d'autorisation de déduction électronique et en le transmettant apposé d'une signature électronique via l'e-mail du bureau régional disponible sur le portail électronique.

Quant aux employeurs ne disposant pas de certificat d'authentification électronique, ils peuvent préparer et envoyer les déclarations des salaires et le



relevé par voie électronique en accédant au portail électronique de la CNSS et en cliquant sur la case employeurs / services en ligne / saisie et téléchargement des déclarations des salaires, puis en transférant les références des cotisations sur le l'espace qui lui est consacré sur le portail et en envoyant une copie de la déclaration portant le sceau et la signature de l'employeur à l'adresse électronique du bureau.

En cas d'impossibilité de mener à bien ces démarches, il est possible d'adresser un chèque

émis au profit de la CNSS, joint d'une copie de la déclaration, et portant le sceau et la signature de l'employeur, via le courrier ordinaire du bureau dont il relève territorialement, en tenant compte de la date du sceau postal pour la détermination des délais légaux.

La CNSS appelle tous les travailleurs indépendants disposant d'une carte bancaire nationale, à payer leurs cotisations sous la rubrique, "non salariés" sur le même lien.



Forte concentration de pauvreté dans le centre-ouest et le nord-ouest

La cartographie de l'incidence de pauvreté dans le pays indique qu'il existe une forte concentration de pauvreté dans le centre-ouest et le nord-ouest de la Tunisie, souligne un rapport sur la carte de la pauvreté publié mercredi 23 septembre 2020.

Elaboré par l'Institut national de la statistique (INS) de la Tunisie, en collaboration avec la Banque mondiale, le rapport indique que

bien que l'incidence dans les régions côtières du Grand Tunis et du nord-est et du centre-est soit très faible, il existe cependant quelques délégations ayant une incidence relativement élevée.

La concentration de personnes pauvres est principalement observée dans les régions non côtières du centre et du nord de la Tunisie. Les trois délégations qui enregistrent les taux de pauvreté

les plus importants sont Hassi El Frid, Djedeliane et El Ayoun, toutes concentrées au centre de la Tunisie.

Les délégations autour de Tunis, en particulier d'El Menzah, La Goulette et l'Ariana Ville comptent parmi les délégations les moins pauvres en Tunisie.

Constitué de quatre gouvernorats (Tunis, Ariana, Ben Arous et Manouba) et de 48 délégations,



trouvent dans la partie sud-ouest et quelques-unes dans la partie nord. Les délégations les plus pauvres sont Neber (45,4%), El Rouhia (40,7%) et Sakiet Sidi Youssef (39,7%).

Les délégations de Jendouba Sud (10,7 %), Bou Salem (16,6%), Tabarka (16,7%) et Seliana Nord (16,8%) ont l'incidence de pauvreté la plus faible de la région.

Avec un taux de pauvreté moyen de 11,7%, la région du Centre-Est, composé de 4 gouvernorats (Sousse, Monastir, Mahdia et Sfax) et de 56 délégations, est hétérogène.

Le taux de pauvreté le plus bas étant de 2,5% à Sfax Ville et le plus élevé étant de 36,9% à Chorbane.

Outre les délégations susmentionnées, les délégations les plus pauvres sont Ouled Chamekh (35%) et Hebira (33,4 %), tandis que Sfax Ouest (3,0%) et Sfax Sud (3,0%) comptent après Sfax Ville (2,5%) parmi celles ayant les taux de pauvreté les plus bas de la région.

Le Centre-Ouest, composé de trois gouvernorats (Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid) représente l'une des régions les plus pauvres avec un taux moyen de 29,3 % et avec peu d'hétérogénéité parmi les gouvernorats.

le Grand Tunis est la région la plus nantie de la Tunisie dans laquelle le taux de pauvreté moyen au niveau des délégations est de 6,1% et ne dépasse pas 15,2%, souligne le rapport qui présente le taux de pauvreté dans les 264 délégations tunisiennes.

Les délégations les plus pauvres sont Tebourba (15,2%), El Battane (14,5%), et Kalaat El Andalous (12,5%). Les délégations El Menzah (0,2%), La Goulette (1,1%), et l'Ariana Ville (1,3%) sont celles qui ont les taux de pauvreté les plus bas de la région.

Dans le Nord-Est, constitué de trois gouvernorats (Nabeul,

Zaghouan et Bizerte), bien que le taux moyen de pauvreté soit assez faible (11,9%), il y subsiste quelques poches de pauvreté dans certaines zones rurales du gouvernorat de Bizerte où l'incidence de la pauvreté la plus élevée est observée dans la délégation de Sejnane (39,9%), suivie de Joumine (36,6%) et de Ghezala (34%).

Nabeul (4,7%), Dar Chaabane Fehri (4,9%) et Bizerte nord (5,3%) marquent les taux de pauvreté les plus bas de la région.

Au Nord-Ouest, composée de quatre gouvernorats (Beja, Jendouba, Kef et Seliana), les régions les plus pauvres se

Les taux de pauvreté ne sont jamais inférieurs au niveau national de 15,3%. Hassi Ferid (53,5%), Djedeliane (53,1%) et El Ayoun (50,1%) sont les délégations les plus pauvres.

Sidi Bouzid Ouest (17,4%), Kasserine Nord (18,9 %) et Souk Jedid (20,8%) ont les taux de pauvreté les plus bas de la région.

Avec un taux moyen de 17,8%, les gouvernorats du Sud-Est (Gabes, Médenine et Tataouine) sont hétérogènes en termes de pauvreté, avec des poches plus riches autour des zones urbaines et des poches plus pauvres en zones rurales.

L'incidence de la pauvreté est la plus élevée à Beni Khedache (36,9%), suivie des délégations de Menzel El Habib (33,6%) et Sidi Makhlouf (33,4 %), mais respectivement faible à Gabes Sud (9,4%) et Djerba Houmet Souk (9,5%).

Par ailleurs, la région du Sud-Ouest présente des poches relativement pauvres dans sa partie Nord-Est et des délégations plus riches autour des zones urbaines locales. Le taux moyen de pauvreté est de 18,2%.

Les délégations de Belkhir (31,2%), Sned (27,2%) et Douz Sud (25,9%) sont les plus pauvres de la région.

Tozeur (10,3 %), Kébili Nord (12,3 %) et Gafsa Sud (15,4 %) ont les taux de pauvreté les plus bas.

Le rapport indique que la performance d'un programme social pour la lutte contre la pauvreté dépend essentiellement de l'efficacité du ciblage géographique des unités territoriales les plus petites concentrant les ménages les plus pauvres.

Ainsi, ce rapport servira d'outil à la disposition des pouvoirs publics afin de mieux atteindre les objectifs en matière de développement humain et de réduction de la pauvreté et des inégalités.

A noter que les indicateurs de pauvreté présentés dans ce rapport ont été calculés sur la base des données du Recensement Général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2014 et de l'Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages (ENBCNV 2015).

La méthodologie de calcul permet d'estimer la pauvreté et les inégalités liées à la consommation à des niveaux de désagrégation assez fins, en combinant des informations provenant de recensements et d'enquêtes sur la consommation des ménages.

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la
plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Diaspora

Pour une nouvelle approche

Dans le cadre des travaux de la 38ème Conférence annuelle des chefs de missions diplomatiques permanentes et consulaires, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, a fait une intervention sur le thème "Vers une nouvelle approche pour entourer la diaspora tunisienne".

Il a mis l'accent, dans ce sens, sur le rôle important de la diaspora tunisienne dans l'appui aux efforts nationaux pour le développement, notamment à travers l'encouragement du transfert de ses économies vers la Tunisie,

l'investissement dans les projets de développement et la création de petites et moyennes entreprises particulièrement dans ce contexte délicat que traverse le pays.

"Hisser le rôle de la diaspora tunisienne à l'étranger au niveau d'un véritable partenariat avec l'Etat exige l'existence d'importants facteurs catalyseurs, dont la bonne gestion de la question de la migration avec les principaux partenaires directs de la Tunisie pour faciliter la résidence de tous les Tunisiens à l'étranger dans le respect des lois de leur pays d'accueil", a-t-il affirmé.

Il est question, également, d'entourer toutes les catégories des Tunisiens à l'étranger dans le cadre d'une intégration sociale et culturelle dans les pays d'accueil.

Mohamed Ali Nafti souligne l'impératif de hâter la concrétisation du système de travail consulaire à distance et la numérisation des services consulaires de manière totale et dans les plus brefs délais, tout en saluant l'élan solidaire entre les Tunisiens résidants à l'étranger lors de la crise sanitaire du Covid-19.



L'appel des Tunisiens de France au nouvel ambassadeur !

L'Ambassade de la République Tunisienne en France a enfin un titulaire en la personne de Mohamed Karim Jamoussi, ancien ministre de la Justice dans le Gouvernement de Youssef Chahed.

C'est une grande marque de confiance quand on sait que Paris est la plus importante représentation du réseau diplomatique tunisien.

Mais c'est aussi une satisfaction et un soulagement pour les 800 000 tunisiennes et tunisiens qui attendaient avec impatience la nomination d'un Haut Représentant de la République Tunisienne et d'un Consul Général à Paris qui a aussi trouvé un titulaire en la personne de Mohamed Taher Arbaoui.

Les défis qui attendent le nouvel Ambassadeur sont considérables : poursuivre la coopération fran-

co-tunisienne dans un contexte COVID, réussir le XVIII e Sommet de la Francophonie en 2021 à Djerba ou encore relancer le dialogue avec la société civile franco-tunisienne.

La poursuite de la coopération Franco-Tunisienne est un défi majeur dans un contexte où de grands projets ont été lancés par le président Kaïs Saïed et sont soutenus par le président Emmanuel Macron à l'instar de la Cité



Médicale de Kairouan, du projet de TGV de Bizerte à Ben Guerdane et le projet d'une grande plateforme de production de fruits et légumes dans le Centre du pays.

Notons qu'à l'horizon 2022, l'aide du 1^{er} partenaire économique, commercial et culturel de la Tunisie atteindra 1,7 Milliards d'euros.

Réussir le Sommet du Cinquantenaire de la Francophonie sera aussi un enjeu de taille pour le nouvel Ambassadeur de la Tunisie, l'un des pays fondateurs de la Francophonie, qui accueillera cet évènement international à Djerba en 2021.

Ce Sommet devra être l'occasion de mettre en avant ces projets de développement qui métamorphoseront les territoires du pays mais

aussi de soutenir et d'appuyer la Tunisie dans ses combats pour l'Emploi, le Développement économique et la réussite de sa Jeunesse, cœur battant du pays.

Relancer le dialogue avec la société civile franco-tunisienne sera enfin l'autre défi de taille pour Son Excellence Mohamed Karim Jamoussi.

En effet, notre société civile riche, dynamique et engagée a fait preuve, durant la crise sanitaire, d'une solidarité et d'un engagement exemplaire et admirable de Lille à Toulouse en passant par Paris, Grenoble, Marseille, Metz ou Bordeaux.

Mais cette société civile a grandement besoin d'être écoutée et d'entretenir un dialogue étroit et direct avec ses autorités : c'est pourquoi Excellence, nous vous proposons la mise en place d'une Coordination Régionale des Tunisiens de France afin que dans chaque région, un dialogue puisse être organisé avec les acteurs de la diaspora.

Bonne chance Excellence, les Tunisiens de France vous attendent !

Rayed CHAÏBI

Président de l'Association pour la Promotion de la Coopération et de l'Amitié entre la France et la Tunisie (APCAFT)

Blocage total

L'étude, qui a été réalisée en août dernier, a démontré que 17,6% des PME sont toujours dans un état de blocage total, n'ayant pas encore repris leurs activités, outre le fait que le redressement de 50,4% d'entre elles, se fait lentement», a, pour sa part, indiqué Youssef Meddeb, président de l'Institut «One to One». Il a ajouté que 4% des entreprises ont pu faire face aux répercussions de la pandémie, alors qu'un nombre important d'entre elles, ont mis fin à leurs activités temporairement ou de manière définitive.

Il a ajouté que pendant la période de confinement, 60% des entreprises n'étaient pas en mesure de travailler à distance ou de commercialiser leurs produits en raison de la nature de leurs activités industrielles.



À quand le mea-culpa des économistes du post-2011 ?

Désaveu, camouflet ou disgrâce pour la nouvelle génération d'économistes du pays? Et pour cause, deux éminents économistes, deux caciques du régime de Ben Ali, sont appelés à la rescousse du gouvernement Mechichi, le 10e gouvernement depuis 2011.

Tout un aveu d'échec de cette génération d'économistes ayant gouverné, conseillé ou cautionné

dans les médias ces gouvernements, cette pléthore de ministres et de politiques économiques (et monétaires) ayant mené la Tunisie à sa pire crise économique depuis toujours.

Comment explique-t-on ce fiasco ? À quand le mea culpa de ces économistes «experts» qui ont eu tout faux ?

Le retour du professeur économètre Mongi Safra (70 ans, Ph.D University of Michigan) sera éclairant pour les décisions économiques, choix stratégiques et politique monétaire.

La remise en selle de Tawfik Baccar (69 ans) aidera aussi la remise en marche des politiques macro-économiques et du développement économique,

notamment au profit des régions et des communautés déshéritées, qu'il connaît du nord au sud et d'est en ouest.

Leur retour est vu comme une dernière chance pour sauver l'économie, suite à une accumulation d'échecs économiques, devenus avec le temps explosifs pour la stabilité politique du pays, voire pour la survie au pouvoir de tous ces protopartis sans programme économique, sans économistes et sans vision stratégique.

Une ardoise économique coûteuse et socialement néfaste

Pour l'ère démocratique post-2011, la nouvelle génération d'économistes a voulu tout changer, tout démolir, mais sans créer des modèles alternatifs. Tous affichaient naïvement des promesses de taux de croissance allant de 5 à 7%, avec la création de 100 000 emplois par an, miroitaient du changement de modèle de croissance et plein d'autres mégaprojets utopiques et de mirages fallacieux.

Fiasco sur toute la ligne et échecs sur tous les fronts : taux de croissance moyen nul pour la décennie, chômage explosif, inflation hors de contrôle, pouvoir d'achat divisé par deux, un dinar scié de moitié... et ressources naturelles sont désormais prises

en otage (Kamour, Redief, Benguerdance, etc.).

Pour tous ces économistes post-2011, la pensée magique domine! Comme s'il fallait dire une orientation pour que celle-ci se réalise miraculeusement. Ces économistes néophytes sont rapidement devenus ministres, conseillers ou «experts» surmédiatisés... le tout pour mener le pays à sa faillite, ou presque !

Qu'on se rappelle de ces économistes qui ont justifié le bourrage de la fonction publique par 250 000 fonctionnaires en 2 ans, pour satisfaire les partis et les intérêts partisans (augmentation de 40% des effectifs). Des décisions qui ont ruiné la viabilité du service public et gangrené les chaînes de commandement dans les administrations publiques. Avec autant un effritement du sens de l'État et des valeurs liées. Des décisions qui ont fait de la fonction publique un fourre-tout, un dinosaure budgétivore, dysfonctionnel, inefficace... et un écosystème corrompu... et j'en passe !

On se rappelle de ces ministres et conseillers présentés comme "économistes", alors qu'ils sont de simples avocats, ingénieurs ou même «affairistes» de tous acabits, à qui on offre le pouvoir pour financer les promesses irréalistes des partis et des lobbies... au détriment de la dette

publique (dettes passées de 35% du PIB en 2010 à 85% en 2020) et aux frais d'une pression fiscale poussée à son maximum. Tous ces économistes néophytes ont voulu défendre leur parti et moins leur patrie. Ils ont souvent pensé à leur portefeuille, à leur CV... et moins aux intérêts collectifs et communautaires.

On se rappelle de ces élites parachutées à des postes clefs au sein de la Banque centrale, pour diligenter des politiques monétaristes restrictives, hors du temps et aux antipodes de la rationalité économique, du bon sens de la relance économique et des approches contre-cycliques adoptées partout dans le monde.

Les pièges et les risques du métier d'économiste

Les économistes ayant gouverné ou influencé la prise de décision, ayant mené le pays à une quasi-faillite, ont raté le coche ! Ils ont aussi plaidé pour des décisions utopiques, souvent populistes, fermant les yeux sur tous les impacts économiques. Tous ou presque ont refusé d'adopter ou de publier les analyses cost-benefit, les ayant amenés à agir de la sorte et à préconiser de tels leviers de sélection des projets et choix publics.

Les «grands pontes» qu'on montre à la télévision comme des

Nomination



Suite à la démission de Moez Lidinellah MOKADDEM de son poste de directeur général de la société Poulina Group Holding, à partir du 3 septembre 2020, le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le même jour et a décidé d'accepter ladite démission, et de nommer Slaheddine LANGAR en tant que nouveau directeur général de la société Poulina Group Holding à partir du 03/09/2020.

économistes experts de la Tunisie post-2011 ne se sont guère préoccupés des impacts des décisions publics sur le pouvoir d'achat et le bien-être collectif.

Mais, pourquoi donc les économistes de l'après-2011 ont-ils raté le coche ? Il y a trois explications possibles.

Primo : la première explication a trait à l'«appât financier», la trappe financière dans le jargon des économistes ! Critiquer les propositions économiques des partis, fouiller dans les affaires monétaires ou mettre en cause la gestion budgétaire de l'État, c'est se priver d'opportunités lucratives liées à des subventions de recherche ; c'est se fermer la porte des consultations (écrire des rapports, souvent bidons et inutiles) ; c'est se faire rejeter par les médias et par les conférences. C'est se faire insulter aussi... quand on tient un discours hors du mainstream balisé par l'establishment au pouvoir... et les médias à la solde.

Bref, un cercle fermé qui mène la danse, avec des réseaux et en connivence avec des lobbies et membres du cartel bancaire.

Aujourd'hui encore, critiquer scientifiquement la mal-gouvernance économique du pays, c'est passer pour un extra-terrestre, un «luddite», un loufoque ... Mon dernier texte au sujet du «fiasco

de la politique monétaire» en Tunisie m'a valu des insultes en règle sur plusieurs médias et par des élites complices.

Aussi, critiquer et pointer les réformes économiques douloureuses, c'est aussi se priver de la générosité des «sponsors», des 5 à 7 arrosés des ambassades et réseaux dominants au sein de l'establishment politique, monétaire et bancaire.

Secundo : la seconde explication a trait à la (in)capacité de faire de la recherche en économie publique et en économie politique. Ces économistes devenus décideurs de la décennie post-2011 ne sont pas ceux qui publient dans des revues économiques ayant un facteur d'impact respectable, ne sont pas ceux qui disposent de la capacité scientifique pour modéliser, mesurer et démontrer par la preuve leurs postulats et hypothèses de recherche. Sur des enjeux empiriques actuels, le pays vit une omerta totale, les décideurs naviguent à l'aveuglette... et poussent l'économie à filer droit sur l'iceberg de la faillite.

Ces «économistes» verbeux ne veulent pas mesurer l'impact des politiques monétaristes sur l'investissement, ils ne veulent pas savoir comment la Tunisie a perdu sa compétitivité économique, ruiné son secteur industriel... et ils s'en balancent du pouvoir d'achat du citoyen.

Ils sont prisonniers de leurs aveuglements et distillent chaque jour un peu plus de slogans et de postulats surannés. Il suffit de regarder les présentations de ces experts économistes dans les conférences internationales... et au sein des travaux des commissions parlementaires, pour discuter des lois à portée économique. Pas plus tard qu'hier, un de ces «économistes» s'est livrée à une démonstration verbeuse d'une heure (20 mn prévues), totalement hors sujet, sans preuves et sans recommandations (présentation accessible sur YouTube de la Commission des finances du Parlement).

Ces «économistes experts» ne sont pas en mesure d'expliquer les vrais constats et de les associer avec des propositions pratico-pratiques... rentables pour la collectivité. De la rhétorique, des discours herméneutiques qui visent à impressionner, à noyer le poisson, à occulter les enjeux, les impacts et les effets de levier des mesures.

Tertio : la troisième explication a trait au fait que ces élites économistes en Tunisie ont souvent des égos disproportionnés, ils veulent imposer leurs diktats, enjoliver leurs «bénédictions» et «jugements» sans recourir à des vérifications empiriques, à des indicateurs, même imparfaits, voire ambigus et discutables.

Et dans le contexte d'une débandade économique sans précédent, la confiance du public envers les élites et les experts économistes est au plus bas.

À quand le mea-culpa des économistes du post-2011 ?

Même les économistes du FMI font leur mea-culpa, quand ils se trompent. Ils l'ont fait au sujet de leurs errements au sujet de la crise de 2008 et de la faillite de nombreux pays en développement, suite aux recommandations que les économistes du Fonds ont prodiguées. Mieux vaut tard que jamais !

Il est symptomatique que le FMI, pourtant au cœur de l'analyse économique et du système monétaire international, se montre capable d'autocritique et de remise en cause ! Et pas les économistes de la Tunisie post-2011.

Les problèmes économiques au Liban, de la Grèce, de l'Argentine offrent une illustration aussi caricaturale que burlesque des dégâts occasionnés par ces économistes apprenti-sorciers, pris dans leur jeu maléfique, mettant en péril les économies de leur pays et de leur société dans son ensemble.

La génération des économistes post-2011 doit sortir de son

aveuglement et doit faire son mea-culpa. C'est une façon de redonner confiance de la Tunisie profonde en ses élites d'économistes.

Faute de penseurs économistes honnêtes, responsables et articulés, la transition économique post-2011 pousse la Tunisie droit dans le mur ! Un pays dont les budgets sont déjà exsangues, dont les jeunes se jettent à l'eau pour fuir l'enfer et se réfugier en Europe (presque 15 000 en 2020).

Dix ans après la révolte du Jasmin, les «pontes économistes de la Tunisie» ont conduit le pays dans une impasse économique, un échec cinglant et lourd de conséquences. Si le FMI est capable de faire son mea-culpa, pourquoi les économistes tunisiens, ayant été au pouvoir durant les 10 dernières années (ministres, conseillers, communicateurs, gouverneurs de la BCT), ne font pas le leur ?

Pourquoi ces experts économistes continuent-ils de faire les «chiens de garde» de modèles de mal-gouvernance désuets et pourquoi continuent-ils de se pervertir au gré des diktats de protopartis indifférents à l'économie tunisienne ?

*Moktar Lamari, Ph. D.
Universitaire au Canada*

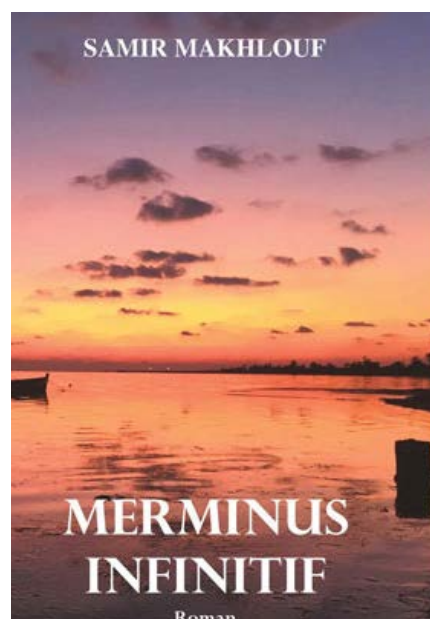
Prix Littéraires COMAR D'OR 2020

Au cours d'une cérémonie restreinte tenue le mardi 22 septembre 2020 au Ministère des Affaires Culturelles sous l'égide du ministre Walid Zidi, pour la proclamation des résultats de la 24ème édition des Prix Littéraires COMAR D'OR 2020, le jury a rendu son verdict par la liste des romans primés suivante:

Romans primés en français :

- Prix COMAR D'OR :

Décerné à "Merminus infinitif" de l'écrivain Samir Makhlouf

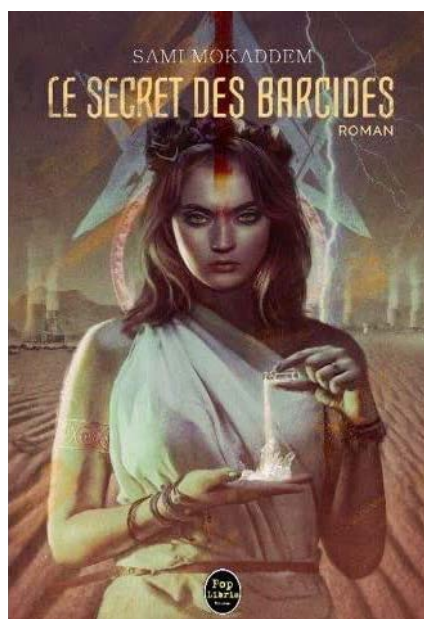


COMAR D'OR LA FÊTE DU ROMAN TUNISIEN



- Prix spécial du Jury :

Décerné à "Le secret des Barcides" de l'écrivain Sami Mokaddem



- Prix Découverte :

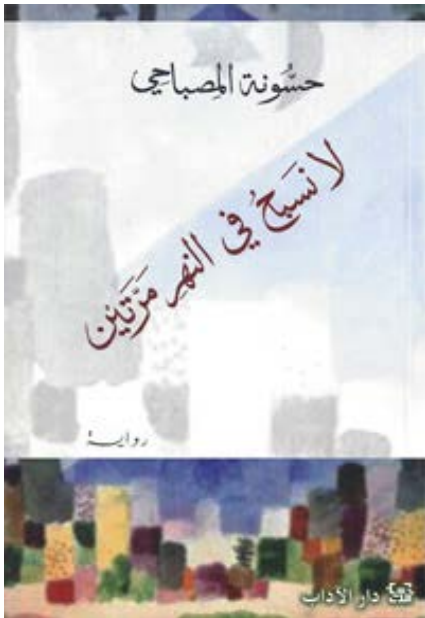
Décerné à "L'avant-centre de l'étoile" de l'écrivain Hakim Bécheur



Romans primés en arabe :

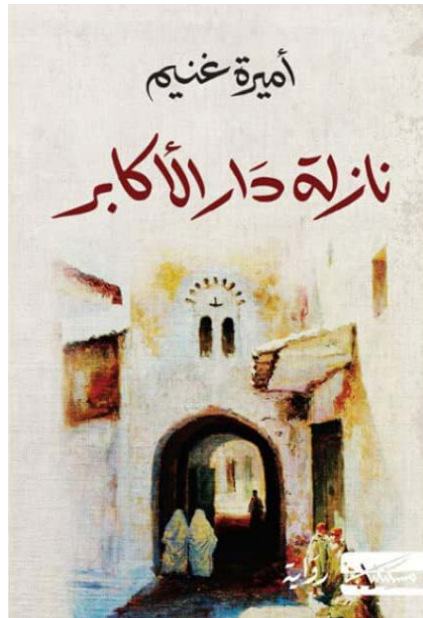
- Prix COMAR D'OR :

Décerné à " On ne nage pas au fleuve deux fois " de de l'écrivain Hassouna Mosbahi.



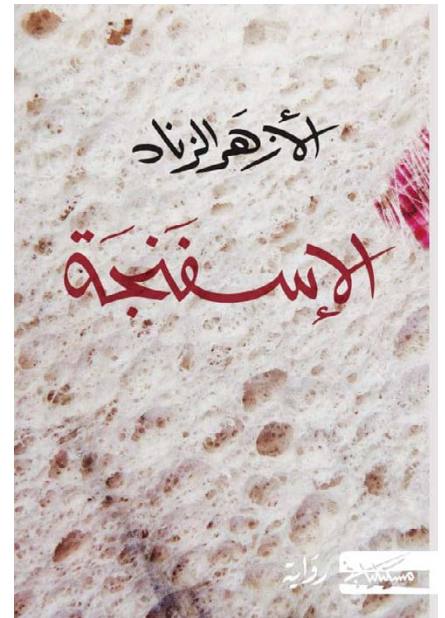
- Prix spécial du Jury :

Décerné à "L'affaire de Dar El Akaber ", de l'écrivaine Amira Ghnim.



- Prix Découverte :

Décerné à "L'éponge " de l'écrivain Lazhar Zannad



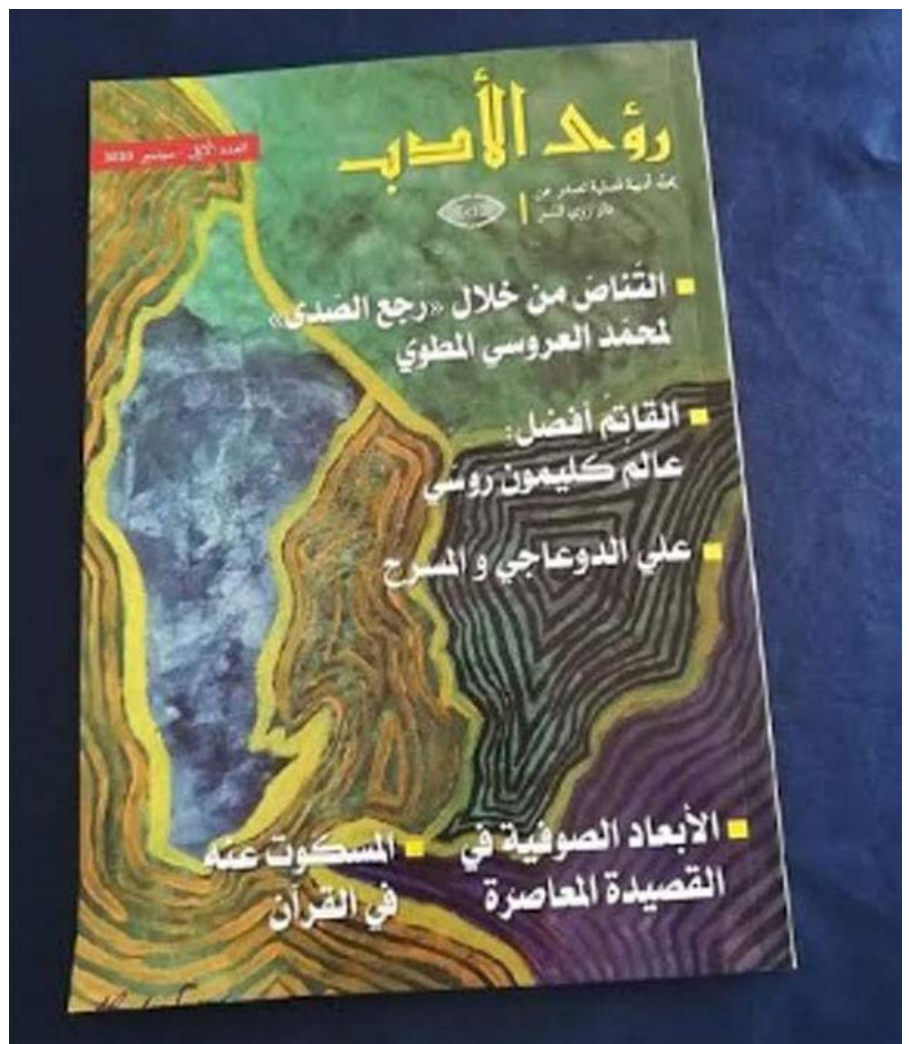
Vient de paraître

Nouvelle revue littéraire, «Rouaâ El Adab»

Au moment où la presse écrite, toutes disciplines confondues, se désertifie et où des titres généralistes séculaires comme La Presse de Tunisie et Assabah risquent de passer la clef sous le paillason, une editrice ayant une forte propension au risque, en l'occurrence Zeineb El Aouni, directrice de la maison d'édition "Dar Rouaâ Li Nachr" vient de lancer une revue littéraire, d'excellente facture, en langue arabe « Rouaa El Adab » (visions littéraires ou visions de littérature ».

Dans un très bel édito émouvant, le rédacteur en chef, Kamel Ayadi, « the king », qui est lui-même éditeur, romancier et critique littéraire, se dit suicidaire d'avoir accepté d'animer la revue. Il estime, toutefois, que le pari est jouable et promet de ne ménager aucun effort pour donner corps à cette renaissance littéraire en Tunisie, au Maghreb et dans le monde arabe.

Les articles bien documentés sont classés par genres littéraires : poésie, roman, théâtre, recoupements de genres (roman-cinéma), notes de lectures d'anciens



écrivains, poètes et hommes de théâtre (Mahmoud Messadi, Laroussi Metaoui, Ouled Ahmed, Ali Douagi...).

La religion est présente dans la revue à travers quelques articles

traitant des non-dits dans le Coran, de la portée du soufisme dans la poésie, l'insurrection contre le pouvoir religieux dans la poésie d'Ouled Ahmed...

Toujours à propos du soufisme,

vision mystique de l'islam, la poésie Djalâl ad-Dîn Muḥammad Rumi est valorisée dans cette revue à travers la plume de l'intellectuel égyptien Ahmed Kandill.

A travers le choix des écrivains et poètes cités dans ce premier numéro de Rouaâ El Adab, la ligne éditoriale se veut, sans ambages, laïque et républicaine.

Une diaspora de penseurs et intellectuels y participent

D'éminents intellectuels tunisiens, égyptiens, marocains, libyens, palestiniens ont collaboré au premier numéro de la revue.

Parmi les Tunisiens, figurent Moncef Ouhaibi (poète et universitaire), Olfa Youssef (écrivaine et chercheuse universitaire), Seif Allah Tarchouni (chercheur), Moez Ouhaibi (universitaire et chercheur), Mahmoud Tarchouna (universitaire et romancier), Hamadi Ouhaibi (universitaire, chercheur et homme de théâtre), Lassad Ben Hassine (écrivain et scénariste), Hassen Ben Othman (écrivain et journaliste)...

S'agissant des collaborateurs égyptiens, il y a lieu de signaler Chaker Abdelhamid (critique littéraire et ancien ministre de la Culture), Souhir M'sadeka (romancière), Iheb Ouerdani (poète) et Wahaid Ettaouila (romancier et journaliste).

Au rayon maghrébin, on trouve les Marocains Zouhour Karrem (romancière, critique littéraire et académicienne), Yassine Adnane (poète et journaliste). La Libye est représentée par Jomaâ Fakhri, poète et ancien ministre de la Culture.

Il y a l'écrivaine et journaliste palestinienne Anouar El Anouar.

Mention spéciale pour la collaboration féminine à cette revue. Plusieurs romancières et poétesses ont apporté de précieuses contributions. Il s'agit notamment de Faten Hamoudi (Syrie), Hayet Erraies (Tunisie), Noura Abid, Nebiha Aissa (romancière), Henda Mohamed (Tunisie).

La revue est ouverte sur la littérature étrangère. Des hommages sont rendus aux romanciers, poètes, nouvellistes, hommes de théâtre américains (Philip Roth, Willam Faulkner...), français (Milan Kundera...), sud-africain (Breyten Breytenbach...).

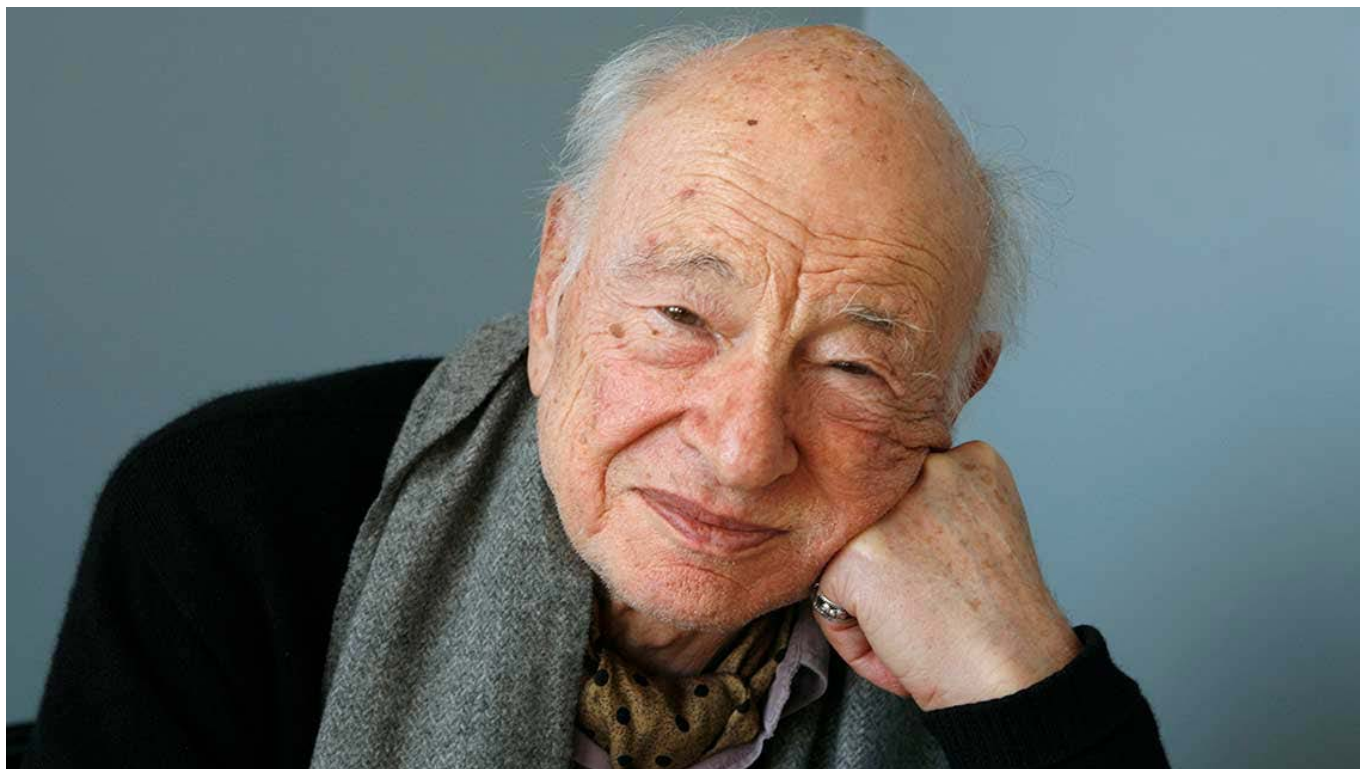
In fine, cette revue est un véritable régal pour tous les férus de littérature et de savoir. En cette période de grisaille et de désert culturel, nous ne pouvons que saluer son équipe.

Bonne chance.

Abou Sarra



LIVRE



«La tête bien faite : Repenser la réforme, réformer la pensée» d'Edgar Morin en langue arabe

L'institut de Traduction de Tunis a annoncé la publication d'un nouvel ouvrage intitulé " Une tête bien faite : Repenser la réforme, réformer la pensée " qui est une traduction vers l'Arabe de l'oeuvre éponyme du célèbre philosophe et sociologue français Edgar Morin.

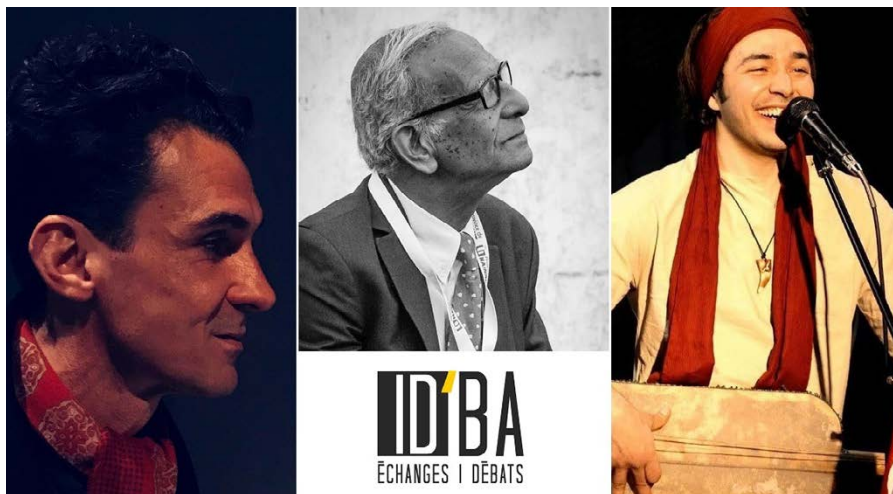
Ce nouvel opus de 200 pages est réalisé par l'universitaire tunisien Moncef Ouannes, d'après l'oeuvre

de l'une des grandes figures de la pensée contemporaine qui fête cette année ses 99 ans.

L'oeuvre d'Edgar Morin, publiée en 1999 aux Editions Seuil (Paris), est une référence en matière de pensée dans laquelle "il est préconisé de réformer la pensée pour réformer l'enseignement et de réformer l'enseignement pour réformer la pensée".



AGENDA CULTUREL



ID'BA
ÉCHANGES | DÉBATS

ID'BA : Les 7 vallées du soufisme - La conférence des oiseaux

Youssef Seddik et Cie Pierre Lamoureux

Musique : Mohamed Ben Slama

Cette rencontre réunira Youssef Seddik, philosophe et anthropologue et, Pierre Lamoureux, artiste pluridisciplinaire. Les intervenants parleront de Farid Ud-Din Attar et de son œuvre majeure « La conférence des oiseaux », interprétée par Pierre Lamoureux depuis 18 ans, comme l'axe du phénomène soufi en général dans le monde arabo-musulman.

Cette rencontre permettra de débattre la notion-même du soufisme comme radicalement différente de ce que l'Occident appelle le mysticisme et comme

Institut français de Tunisie

LUNDI 5 OCTOBRE 2020 DE
18:30 À 20:00

une espèce de refuge suprême contre le dessèchement religieux et une fuite de la rigueur philosophique alors suspectée à travers ce monde, de l'Andalousie jusqu'à l'Inde.

Les propos seront ponctués par des contes emblématiques tirés d'ouvrages d'Attar et d'autres soufis (Ibn Arabi, Rumi, etc,...) et également de la musique grâce à la présence du compositeur et musicien tunisien, Mohamed Ben Slama, dont le parcours a été marqué par les traditions soufies et mystiques.



Malla JAW

Samedi 3 octobre 2020 de
19:30 à 21:30

Théâtre Municipal de Tunis

Première de MEMOIRE



Vendredi 2 octobre 2020 de
19:00 à 20:30

Cité de la Culture Tunis

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

WMC *Le Mag*

SPÉCIAL SÉANCE UNIQUE

ÉDITION NUMÉRIQUE HEBDOMADAIRE



l'Essentiel de l'actualité, de l'économie
et des finances en Tunisie

Inclus, une rubrique **TUNISIENS DU MONDE** dédiée aux TRE

+ une sélection de CHRONIQUES,
de TEXTES du Temps d'avant...
A lire sous un Parasol

TOUS LES JEUDIS
DISPONIBLE SUR

ePresse.fr

une publication de WEBMANAGERCENTER.COM